

DIALOGUE GLOBAL

14.1

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Zhao Tingyang

Sari Hanafi

Federico Neiburg
Isabelle Guérin
Susana Narotzky
Eugênia Motta
Clara Hernández
Mariana Luzzi
Cristina Cielo
Cristina Vera
Bibiana Martínez Álvarez
Florent Bédécarrats
Flore Dazet
Mireille Razafindrakoto
François Roubaud
Boris Samuel
Beatrice Ferlaino
Caroline Dufy

Le coût de la vie

Breno Bringel
Geoffrey Pleyers
Laurence Cox
Alberto Arribas Lozano
Sutapa Chattopadhyay
Carlos Y. Flores
Lev Grinberg

“openMovements”

Perspectives
théoriques

Paolo Gerbaudo

Rubrique ouverte

- > **L'autoritarisme de la méritocratie**
- > **Colonialisme médico-légal**
- > **Diversité et transparence dans les instances onusiennes et au-delà**

MAGAZINE



VOLUME 14 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2024
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

isa
Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

Après une première année d'expérimentation à la tête de *Dialogue Global* pendant laquelle nous avons beaucoup appris, nous avons le plaisir d'annoncer avec ce premier numéro de l'année 2024 un certain nombre de nouvelles rubriques. Dans chaque numéro, nous présenterons de nouveaux projets, de nouvelles collaborations et des stratégies de communication et de diffusion innovantes, tout en conservant ce qui constitue l'essence et la vocation de ce magazine, à savoir l'engagement en faveur d'une sociologie publique et globale.

Ce nouveau numéro s'ouvre sur une interview extrêmement intéressante de Zhao Tingyang par Sari Hanafi, président de l'ISA jusqu'en 2023, dans laquelle le célèbre intellectuel chinois revient sur certaines de ses principales contributions théoriques et livre son interprétation actuelle de la crise de la démocratie libérale.

La rubrique suivante, coordonnée par Federico Neiburg, Isabelle Guérin et Susana Narotzky, est consacrée au « coût de la vie », pointant ainsi l'attention sur l'un des problèmes les plus dramatiques d'aujourd'hui : l'augmentation du prix des produits de première nécessité et le niveau insoutenable du coût de la vie pour la majorité de la population. De manière originale, le coût de la vie n'est pas ici considéré comme un simple indice numérique mais comme une catégorie pratique polysémique. Explorant les différentes réalités en Amérique latine, en Afrique et en Europe, les huit articles contribuent au débat conceptuel sur le sujet ainsi qu'à une discussion empirique sur diverses questions, notamment la manière dont différents acteurs (familles, experts et décideurs politiques) font face à la crise. Cette section thématique est le résultat d'une collaboration entre *Dialogue Global* et *International Sociology*. Avec cette initiative, qui sera poursuivie dans les prochains numéros, nous visons à mettre à la disposition d'un public plus large certains des principaux résultats de travaux récemment publiés dans les numéros spéciaux d'*International Sociology*.

La rubrique suivante inaugure une autre nouvelle collaboration. Le projet « openMovements », publié depuis 2015 par la principale plateforme médiatique indépendante *openDemocracy* à l'initiative du comité de recherche de l'ISA sur les classes sociales et les mouvements sociaux (RC47), est désormais intégré à *Dialogue Global* en tant que nouvelle rubrique. Sa mission est de comprendre les principales trans-

formations de nos sociétés à partir des conflits sociaux et des mouvements sociaux. Nous nous intéressons à la fois aux transformations les plus visibles, celles qui font la une des journaux, et à celles qui sont moins visibles, qui sont fondamentales pour comprendre les changements culturels et sociaux. openMovements vise à promouvoir un espace ouvert pour une sociologie publique globale du changement social qui se propage au sein de l'ISA et au-delà. En tant que fondateurs du projet, le président actuel de l'ISA, Geoffrey Pleyers, et moi-même, expliquons dans un article d'introduction la perspective de openMovements, nos réalisations de ces dernières années et nos projets pour les années à venir. L'article suivant traite de l'importance d'une recherche engagée, de la place du Sud dans les dialogues mondiaux et du soutien indispensable aux nouveaux chercheurs (Cox, Arribas Lozano et Chattopadhyay). Un autre article traite du rôle des projets audiovisuels au sein des communautés, et de leur répercussion sur les récits et sur la décentralisation du savoir (Flores). Un dernier article traite du génocide actuel contre le peuple palestinien, en replaçant le conflit dans son contexte, ce qui est essentiel pour dépasser les points de vue simplistes sur la question (Grinberg).

L'article théorique de ce numéro traite d'un processus de transformation historique de l'État. Paolo Gerbaudo, intellectuel engagé de premier plan, propose une approche complexe et nouvelle de ce qu'il appelle « l'étrange retour » de l'État interventionniste, en analysant les contradictions et les tendances de cette évolution. Enfin, la « Rubrique ouverte » comprend trois articles traitant de la dimension autoritaire de la méritocratie (Maciel), du manque de diversité dans les organisations multilatérales et des défis à relever pour renverser cette situation (Gonzalez), ainsi que d'un type de colonialisme peu analysé que Mark Munsterhjelm qualifie de « colonialisme médico-légal ». Ce dernier est l'œuvre de scientifiques influents des États-Unis, d'Europe et de Chine, qui ont utilisé les peuples indigènes comme ressources et cibles de nouvelles technologies telles que l'ascendance, l'inférence et le phénotypage.

J'espère que vous apprécierez ce nouveau numéro et j'en profite pour vous rappeler que nous sommes ouverts à vos contributions. Nous vous invitons également à nous suivre sur les réseaux sociaux [@isagdmag](https://twitter.com/isagdmag) et à nous aider à diffuser *Dialogue Global* dans votre langue. ■

Breno Bringel, rédacteur en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue@isa-sociology.org

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Breno Bringel.

Rédactrices adjointes : Vitória Gonzalez, Carolina Vestena.

Réviseur : Christopher Evans.

Chefs d'édition : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultants : Michael Burawoy, Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Équipes régionales

Monde arabe : (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani, Safouane Trabelsi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchisio.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Shaikh Mohammad Kais, Mohammad Jasim Uddin, Bijoy Krishna Banik, Abdur Rashid, Md. Shahidul Islam, Mohammed Jahirul Islam, Sarker Sohel Rana, Eashrat Jahan Eyemooon, Helal Uddin, Masudur Rahman, Yasmin Sultana, Saleh Al Mamun, Ekramul Kabir Rana, Farheen Akter Bhuiyan, Khadiza Khatun, Aysha Siddique Humaira, Arifur Rahaman, Istiaq Nur Muhit, Md. Shahin Aktar, Suraiya Akhter, Alamgir Kabir, Taslima Nasrin.

Brsil : Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Ricardo Nóbrega.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Manish Yadav.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Elham Shushtarizade.

Pologne : Aleksandra Biernacka, Anna Turner, Joanna Bednarek, Urszula Jarecka.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, George Bonea, Marina Defta, Costin-Lucian Gheorghe, Alin Ionescu, Diana Moga, Ramona-Cătălina Năstase, Bianca Pințoiu-Mihăilă.

Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taiwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Yi-Shuo Huang, Chien-Ying Chien, Mark Yi-wei Lai, Yun-Jou Lin, Yun-Hsuan Chou.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Zhao Tingyang parle avec Sari Hanafi de ce qu'il appelle le « système Tianxia », un concept alternatif du politique.



Le « **coût de la vie** », catégorie pratique polysémique utilisée à la fois par les spécialistes et dans la vie quotidienne des gens, recouvre des réalités différentes dans le monde.



La nouvelle rubrique thématique intitulée « **openMovements** » vise à ouvrir un espace pour l'analyse des mouvements sociaux et de leurs défis dans différents pays.

Page de couverture. Crédit : Wirestock, Freepik.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le système Tianxia et la démocratie intelligente :
Entretien avec Zhao Tingyang

Sari Hanafi, Liban 5

> LE COÛT DE LA VIE

Le coût de la vie : un concept de spécialiste
et une lutte au quotidien

**Federico Neiburg, Brésil, Isabelle Guérin, France,
et Susana Narotzky, Espagne** 10

Désalignements : l'argent du foyer et l'expérience
de l'inflation

Eugênia Motta et Federico Neiburg, Brésil 12

Faire face à l'inflation dans l'Argentine d'aujourd'hui

María Clara Hernández et Mariana Luzzi, Argentine 14

Le rôle du yucca dans la subsistance des populations
précaires en Équateur

Cristina Cielo et Cristina Vera, Équateur 16

Les dilemmes moraux de l'approvisionnement alimentaire

Susana Narotzky et Bibiana Martínez Álvarez, Espagne 18

Suivre l'évolution du coût de la vie à Madagascar

**Florent Bédécarrats, Flore Dazet, Isabelle Guérin,
Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, France** 20

Au Maroc, le pouvoir des subventions sur les prix

Boris Samuel, France, et Beatrice Ferlaino, Italie 22

La sécurité alimentaire en temps de guerre :
le cas de la Russie

Caroline Dufy, France 24

> "OPENMOVEMENTS"

"openMovements", une plateforme pour la sociologie
publique et globale

**Breno Bringel, Brésil/Espagne, et Geoffrey Pleyers,
Belgique** 26

Comment analyser et comprendre les luttes populaires ?

**Laurence Cox, Irlande, Alberto Arribas Lozano,
Espagne, et Sutapa Chattopadhyay, Canada** 29

Pratiques audiovisuelles mayas et décentralisation du savoir

Carlos Y. Flores, Mexique 31

Mise en contexte de l'escalade meurtrière
israélo-palestinienne

Lev Grinberg, Israël 33

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

L'étrange retour de l'État interventionniste

Paolo Gerbaudo, Espagne 36

> RUBRIQUE OUVERTE

L'autoritarisme de la méritocratie

Fabrizio Maciel, Brésil 39

Colonialisme médico-légal

Mark Munsterhjelm, Canada 41

Diversité et transparence dans les instances onusiennes
et au-delà

Vitória Gonzalez, Brésil 43

**“ Il existe toujours des alternatives,
mais elles sont souvent rendues invisibles,
notamment en l'absence de manifestations publiques ”**

Breno Bringel et Geoffrey Pleyers

> Le système Tianxia et la démocratie intelligente

Entretien avec Zhao Tingyang



Crédit : archives personnelles de Zhao Tingyang.

Zhao Tingyang est un philosophe chinois et un intellectuel de premier plan, diplômé de l'Université Renmin et de l'Académie chinoise des Sciences sociales. Professeur émérite à l'Institut de Philosophie de l'Académie des Sciences sociales, il a également occupé divers postes dans plusieurs autres institutions en Chine et à l'étranger, dont l'Université normale du Zhejiang, l'Institut Berggruen et l'Institut international TRANSCULTURA. Parmi ses nombreuses publications en chinois, en anglais et dans d'autres langues figurent *Tianxia, tout sous un même ciel* (2016 ; 2018 pour l'édition française) et l'ouvrage collectif *Transcultural Dictionary of Misunderstandings: European and Chinese Horizons* (2022, Cent mille milliards). Il a été interviewé en août 2023 par **Sari Hanafi**, professeur de sociologie à l'Université américaine de Beyrouth, au Liban, et ancien président de l'Association internationale de Sociologie.

Sari Hanafi (SH) : *Professeur Zhao, j'ai eu le plaisir de lire votre dernier livre, Tianxia, tout sous un même ciel, dans lequel vous analysez de manière critique la multiplication des conflits politiques dans le monde et l'actuelle logique nationale-étatiste des relations internationales. À la place, vous proposez l'idée de Tianxia, un mot chinois qui signifie « tout ce qui existe sous le ciel », l'interdépendance et la primauté du monde sur les États-nations. Comment décririez-vous le Tianxia en quelques mots ?*

Zhao Tingyang (ZT) : Permettez-moi de dire que ma manière de concevoir le système Tianxia du monde est celle d'un meilleur monde possible qui s'accompagne du concept de « compatibilité », plus communément traduit par « harmonie ». Je pense que « compatibilité » est une meilleure traduction, de la même manière que Leibniz explique le « meilleur des mondes possibles » créé par Dieu à l'aide du concept de « compossibilité » du plus riche ensemble d'individus. Il est intéressant de noter que son ontologie est très proche de celle du *Yi Jing*, la « bible » chinoise, qui met

l'accent sur la « compatibilité » de tous les êtres. Il faudrait envisager le système conceptuel Tianxia de « tout ce qui est sous un même ciel » comme un monde « sans extérieur » qui n'exclut personne, avec une « grande harmonie » de tous les peuples ou une « compatibilité » de toutes les civilisations. La question reste ouverte de savoir pourquoi en Chine le point de départ de la politique a été un concept de monde systématique comme le *Tianxia*, alors qu'en Grèce l'État était conçu comme une *polis* : il s'agit des deux points de départ les plus importants de la politique.

D'avantage qu'un système mondial, Tianxia donne à penser un autre concept du politique, une méthodologie ou art de *transformer l'hostilité en hospitalité*, au lieu de la reconnaissance de l'ennemi de Carl Schmitt, de la lutte des classes des marxistes, de la lutte pour le pouvoir de Morgenthau ou du choc des civilisations de Huntington. La raison en est simple : si la politique ne peut pas arrêter ou du moins limiter l'hostilité, alors ce n'est pas de la politique, ce n'est rien d'autre qu'une forme de guerre. Or la guerre est une preuve de l'échec de la politique plutôt qu'un *prolongement de la*

>>

politique tel que l'avait défini Carl Von Clausewitz. Si nous voulons des combats, pourquoi faire appel au politique ?

Plus raisonnable et plus pratique que la conception traditionnelle, ma nouvelle conception du Tianxia revendique trois concepts constitutionnels : (1) *l'internalisation du monde*, soit un système universel partagé incluant toutes les nations, créant ainsi un monde sans externalités négatives ; (2) *la rationalité relationnelle*, qui met l'accent sur la priorité d'une *minimisation mutuelle de l'hostilité* au lieu de la maximisation de l'intérêt exclusif ; et (3) *l'amélioration confucéenne*, qui est une amélioration non exclusive pour tout le monde, meilleure que l'amélioration de Pareto, et définie par le fait qu'*une personne s'améliore si et seulement si toutes les autres s'améliorent*. L'amélioration confucéenne signifie que tout le monde obtient l'amélioration de Pareto à partir du moment où une personne l'obtient. Mon espoir est qu'un nouveau Tianxia puisse résoudre les problèmes mondiaux que sont par exemple les risques technologiques, les problèmes financiers à l'échelle mondiale, le changement climatique, les pandémies et les chocs de civilisations.

Dans la logique du système Tianxia, l'éthique mondiale devrait être fondée sur une « règle d'or » améliorée, plus cohérente que le christianisme ou le confucianisme. La règle d'or traditionnelle dit : « *Ne fais jamais aux autres ce que tu n'aimerais pas qu'on te fasse* ». Cette règle est presque parfaite, si ce n'est sa subjectivité unilatérale, qui implique de manière problématique que le « je » a l'autorité unilatérale de décider des concepts universels de ce qui est bon ou juste. Je réécrirais la règle d'or comme suit : « *Ne fais jamais aux autres ce que les autres n'aimeraient pas que tu leur fasses* ». En transformant la subjectivité en trans-subjectivité, cette nouvelle règle devient strictement réciproque et symétrique, et donc véritablement universelle.

Un nouveau système Tianxia devrait également être appliqué à la sphère épistémologique, en incluant le concept d'une nouvelle encyclopédie, inspirée du projet français d'encyclopédie au XVIII^e siècle mais désormais susceptible d'être secondée par internet et l'intelligence artificielle. Ceci implique une conception du savoir plutôt qu'un livre physique, et est censé inclure toutes les connaissances de toutes les civilisations dans un esprit de respect égal et de reconnaissance réciproque. La nouvelle encyclopédie se développera sur la base des recherches menées sur des questions universelles, ou des problèmes auxquels tous les humains sont confrontés, ou des « émergences » d'interactions, telles qu'elles sont comprises dans le holisme ou les méthodologies de la complexité, au lieu de la taxonomie disciplinaire traditionnelle et de la vision réductionniste de la connaissance, et à la place de l'agenda unilatéral de la connaissance occidentale, et ce, de manière à devenir une « bibliothèque métaverse » pour tous.

SH : Comment évaluez-vous la Chine d'aujourd'hui par rapport au paradigme du Tianxia ? Dans une interview,

vous avez déclaré que le communisme avait vaincu et exclu ses concurrents occidentaux en Chine, mais qu'il avait également dévalorisé la culture chinoise. L'existence de la Chine importe plus que son identité ; autrement dit, le fait d'être est plus important que le paraître. Pouvez-vous développer cette idée à l'aide d'exemples concrets ?

ZT : Tianxia est un concept qui vaut pour le monde entier. Il attend un avenir possible, qui viendra en son temps. Cependant, il a été appliqué de manière intéressante en Chine, ce qui permet de la considérer comme un « État modèle pour le monde », à une plus petite échelle que le monde entier et donc loin d'avoir atteint le meilleur de son potentiel conceptuel ; je ne suis donc pas sûr que la Chine puisse être considérée comme un paradigme Tianxia. Néanmoins, elle peut être considérée comme un exemple. « La Chine comme modèle du monde » prend une grande importance dans la mesure où elle a inventé le régime « un pays, plusieurs systèmes », qui a débuté sous la dynastie Han (206 av. JC. à 220 apr. J.-C.), qui donne la priorité à la compatibilité, ou à l'harmonie si vous préférez, ce qui permet de réduire les conflits entre les différentes cultures ou religions. Cela fait partie de l'héritage vivant de la Chine moderne.

La Chine contemporaine ayant été si avide de devenir moderne, il n'est pas surprenant qu'elle dévalorise les aspects traditionnels du pays. La modernisation a été considérée comme une question de survie pour une nation soumise à la pression du reste du monde. La pensée chinoise suit toujours le principe « Survivre à tous les changements » ou « Surmonter le changement ». S'il ne s'agit ni d'une foi religieuse ni d'une valeur éthique, on peut cependant y trouver une méthodologie « ontologique » de l'existence. Bien sûr, la Chine a ses identités culturelles ou traditionnelles à préserver (qui ont moins d'influence que sa simple existence lorsqu'elle se trouve à un point critique de survie), ou son *kairos*, pour devenir meilleure. La Chine est dans le « faire » plutôt que dans « l'être », et sa méthodologie compte plus que sa conceptualisation. La Chine a toujours aimé improviser depuis que le *Yi Jing*, le Livre des Changements, est devenu sa « bible » méthodologique. Nous sommes en présence d'une méthodologie pour rechercher les meilleures possibilités de survivre, d'exister, de se perpétuer et si possible de se développer. Le confucianisme, traditionnellement associé à la Chine, n'y est pas si implanté qu'on le pense généralement. Il a connu des hauts et des bas variables en fonction des périodes de son histoire. J'hésite à dire qu'aujourd'hui la Chine est encore une société confucéenne. En revanche je suis convaincu que la méthodologie chinoise consistant à « s'adapter aux changements » reste forte et se maintient plus longtemps que telle ou telle valeur, doctrine ou terme en « -isme ».

Par exemple, cette idée peut expliquer le spectacle déroutant des « religions chinoises ». D'un point de vue monothéiste, la Chine est un pays sans religion. D'un point de vue

anthropologique, c'est le lieu de toutes les croyances, ou d'une sorte de panthéisme, ou de polythéisme. Plus précisément, dans les sociétés traditionnelles et dans la plupart des régions (à l'exception des régions musulmanes), les gens ne détestent pas les dieux des autres. Au contraire, la plupart des gens auraient tendance à accepter les histoires des autres dieux aussi bien que les leurs, et même à y croire ou du moins à les respecter. Ainsi, de nombreuses personnes ont une longue liste de dieux, généralement issus du bouddhisme, du taoïsme, du christianisme, en même temps que de nombreux dieux locaux. Pour les intellectuels qui ne prennent pas les religions au sérieux, il existe plutôt une variété de « -ismes », de gauche ou de droite, progressistes ou conservateurs. Je ne vois pas beaucoup de foi ou de loyauté dans leurs choix ; la plupart d'entre eux se tourneront vers celui qui fonctionne le mieux.

SH : Vous avez diagnostiqué en profondeur la crise de la démocratie libérale et la manière dont les forces puissantes qui contrôlent le capital et les médias subvertissent la démocratie, tel un « cheval de Troie » qui la détruit, de telle sorte que la menace pour la démocratie vient de l'intérieur même de celle-ci. Pouvez-vous nous en dire plus ?

ZT : L'un des points faibles de la démocratie réside dans sa conceptualisation ambiguë : elle n'est jamais définie de manière exclusive et peut donc donner lieu à des interprétations. Ce caractère vague permet à tout et n'importe quoi de se déguiser en démocratie et de revendiquer ainsi sa justification ; ainsi, de nombreux « chevaux de Troie » démocratiques voient le jour. Et le pire, c'est qu'il est difficile de les distinguer de la vraie démocratie, tant ils lui ressemblent en apparence et en pratique. Il n'est pas certain qu'il existe une véritable démocratie, sachant que nous n'avons jamais vu le concept idéal ou l'*eidōs* de la démocratie, même si nous savons que la démocratie a une origine et des gènes spécifiques. Mais le pire réside ailleurs : en effet, la pseudo-démocratie se révèle être une véritable jumelle de la démocratie, avec le même gène. L'*agora*, où est née la démocratie, était aussi un marché. Un marché d'opinions s'apparente à un marché de marchandises ; si davantage de personnes choisissent des pommes, alors il est clair que les pommes sont plus appréciées.

De même, si davantage d'électeurs soutiennent Trump, alors ce dernier semble justifié. Beaucoup auront sans doute du mal à reconnaître cette réalité mais cela est dû à un raisonnement démocratique peu solide. Le marché et la démocratie partagent les mêmes règles de base. Malheureusement, le principe de majorité ne correspond pas toujours à la vérité ou au bien ; qui plus est, les pouvoirs politique, financier et médiatique disposent de nombreux moyens et opportunités pour induire en erreur les citoyens et manipuler leurs choix. Les pouvoirs sont intelligents ; ils connaissent les meilleures stratégies. Dans les conditions modernes de l'État de droit et de la règle du marché, davantage de pouvoirs cultivent la stratégie

qui consiste à remodeler et à retourner l'opinion publique en vendant des illusions aux gens et en créant ainsi un consensus. On assiste ainsi à une « publicratie » plutôt qu'à une démocratie, ou à une publicratie aux allures de démocratie, ou encore à une démocratie pervertie superposée à une publicratie. Tel est le « cheval de Troie » qui mine la démocratie.

Il n'est pas étonnant que la démocratie ne parvienne pas à se protéger de la publicratie, car la démocratie n'a pas su reconnaître le cheval de Troie de la publicratie : la démocratie et la publicratie se ressemblent trop. Le problème est que la démocratie existante est inintelligente, alors que les pouvoirs sur lesquels repose la publicratie sont nettement plus intelligents. La démocratie est un moyen pratique de faire des choix publics, et elle n'a pas d'esprit propre, c'est pourquoi elle ne peut pas se défendre contre des pouvoirs extérieurs. Fondamentalement, la démocratie ne définit pas ce qui est bon ou ne justifie pas ce qui est juste ; elle ne s'est même jamais justifiée elle-même. La démocratie perdure parce qu'il n'existe pas de meilleure alternative. Autrement dit, la démocratie est un moyen de décider de la répartition des droits et du pouvoir, mais pas de la définition du bien, de la vérité ou de la justice. Par conséquent, la démocratie a besoin d'un esprit qui lui soit propre.

SH : Envisagez-vous une solution ?

ZT : Mon espoir est qu'une « démocratie intelligente » (*smart democracy*), une démocratie fondée sur la connaissance, deviendra aussi intelligente que les pouvoirs qui tentent de la contrôler, ou du moins qu'elle sera meilleure que l'ensemble d'une opinion publique fourvoyée.

Je m'explique : la démocratie intelligente consiste en un « système à deux votes » et des « élections à deux niveaux ». Un système à deux votes, c'est-à-dire « une personne, deux votes » : un vote pour et un vote contre, représentant ce que chacun aime (*like*) et n'aime pas (*dislike*), et ce, pour quelque élection que ce soit. Ce *dislike* est une variable indispensable, qui compte même plus que le *like*, de sorte que les « deux votes » constituent une représentation complète de l'opinion d'une personne, et donc meilleure que le système courant « une personne, un vote ». Les règles de base du système à deux votes sont les suivantes : (1) *la règle du total net « pour »*. Autrement dit, un total net « pour » serait égal aux votes « pour » moins les votes « contre ». Mettons que A obtienne 51% de votes pour et 31% de votes contre, c'est-à-dire $51\% - 31\% = 20\%$ net « pour », et que B reçoive 41% de votes pour et 11% de votes contre, c'est-à-dire $41\% - 11\% = 30\%$ net « pour ». Dans ce cas, c'est B qui devrait être considéré comme le vainqueur ; (2) *la règle de la majorité conditionnelle*. Si A et B ont le même total net « pour », alors c'est celui qui a le plus de votes « pour » qui gagne.

L'élection à deux niveaux signifie que le vote se déroule en deux étapes. Tout d'abord, chacun vote pour ce qu'il

veut. Ensuite, le comité scientifique émet des votes pondérés en fonction des connaissances disponibles, pour approuver ou désapprouver les choix des citoyens. L'élection à deux niveaux définit donc la séparation des pouvoirs : le peuple décide de ce qui est souhaitable, et le comité scientifique décide de ce qui est faisable. Ainsi conçue, la démocratie pourrait être rendue *institutionnellement* intelligente, de sorte qu'elle soit intelligente en elle-même et, par elle-même, libérée des choix irrationnels. C'est-à-dire que l'on aura une démocratie fondée sur la connaissance. Pour l'instant, mes efforts se limitent à l'amélioration du mode de scrutin. Une démocratie intelligente a certainement besoin de plus d'intelligence et de conceptions plus intelligentes. C'est une tâche à poursuivre.

SH : Vous appelez à une « démocratie fondée sur la connaissance ». Mais qui nomme les experts qui feront partie des commissions ou des comités ? On a l'impression que les « experts » n'apportent que des solutions scientifiques, or ils sont souvent politiquement divisés.

ZT : La nomination est toujours un problème. Je crains qu'il n'y ait pas de solution parfaite. La politique basée sur les partis est nécessairement partisane. La solution réalisable dans la pratique n'est peut-être pas la meilleure, mais la solution idéale n'existant pas, il faut nous accommoder de la réalité. C'est pourquoi je devrais limiter mon imagination à des améliorations acceptables plutôt qu'à une réforme radicale de la démocratie. Mais comment nommer les experts des comités scientifiques pour assurer le fonctionnement d'une démocratie intelligente ? Mon idée est de s'en remettre à ce qu'on qualifie traditionnellement de « réputation », et donc de se référer à des candidats reconnus. La réputation d'une personne est un fait social évident. Je pense par exemple aux scientifiques les plus réputés, ceux qui ont gagné des prix importants et qui sont donc supposés en savoir plus sur les possibilités ou les risques de faire ce que les citoyens souhaitent. Bien sûr, la réputation peut s'avérer injustifiée, mais la connaissance vaut certainement mieux que l'ignorance. Les experts auront leur orientation politique, et la meilleure chose que l'on puisse attendre d'eux est qu'ils soient honnêtes. Il existe des moyens de mettre fin aux liens financiers occultes.

Ma théorie de la démocratie intelligente, comme vous le voyez, est un modèle modeste qui associe divers « gènes politiques » : environ 50% issus de la démocratie moderne, 30% de la décision optimale de Jizi pour les affaires publiques, et 20% du « philosophe roi » de Platon. J'essaie d'équilibrer les traditions les plus sages en matière de gestion des affaires publiques et communes. Il s'agit de trouver ce qui est le plus raisonnable, et nous sommes encore loin de l'idéal.

SH : À la lecture de vos travaux, il semble que le sombre tableau que vous dressez du système dé-

mocratique ne permette pas d'expliquer pourquoi nous avons des mouvements sociaux aujourd'hui. Le système démocratique n'est pas un système clos ; même avec son « cheval de Troie », il est capable de produire des alternatives (écologiques, socio-économiques et politiques).

ZT : Je suis entièrement d'accord avec vous pour dire que la démocratie n'est pas un concept fermé. Les solutions alternatives à la démocratie institutionnelle, les mouvements sociaux, pourraient être considérés comme une démocratie spontanée, bien qu'ils soient soutenus ou encadrés par certaines organisations. Ce ne sont pas des « chevaux de Troie » ; je les respecte. Vous me direz sans doute que les mouvements sociaux sont le meilleur côté de la démocratie. Certes, les mouvements sociaux sont plus proches de la démocratie directe. C'est une bonne chose. À mon avis il y a cependant un problème pratique, c'est que ce que cherchent à réaliser les mouvements sociaux peut également être fourvoyé par une passion déraisonnable, de sorte que le fait de demander plus que ce qu'un État ou le monde peut se permettre risque d'être destructif plutôt que constructif. Cela me rappelle un vieux dicton : « Une femme au foyer connaît les dépenses liées au fonctionnement du ménage ». J'insisterais plutôt sur une démocratie fondée sur la connaissance rationnelle et institutionnellement organisée pour être plus intelligente par elle-même. La démocratie « froide » est plus prudente et plus fiable que la variété plus « chaude ». Ma question est la suivante : si nous voulons des changements dans nos sociétés, comment savoir quels changements sont les meilleurs pour une société ?

Dans la plupart des cas, il se peut que la démocratie ne sache pas voir ce qui est bien. Il est amusant, ou pas tant que ça, que nos philosophes n'aient toujours pas de concept clair de ce qu'est le « bien ». La démocratie elle-même n'est pas une valeur aujourd'hui. C'est plutôt une question à évaluer.

SH : Vous remettez en question la démocratie en tant que valeur, or ce qui constitue sa valeur est le qualificatif de la démocratie. C'est pourquoi nous parlons aujourd'hui de démocratie libérale. J'ai grandi en Syrie où le parti Baas emploie le terme « populaire » pour qualifier la démocratie. Lorsqu'on associe le libéralisme à la démocratie, cela signifie la liberté de religion, d'expression, de presse et de réunion, de création d'associations et de partis politiques, et l'adhésion, ne serait-ce qu'abstraite (et non concrète), à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Faut-il critiquer ces valeurs ? Dans la démocratie « populaire » syrienne, la liberté d'expression et la possibilité de créer des associations et des partis politiques étaient quasiment inexistantes, à moins d'accepter l'idéologie des élites au pouvoir. De plus, le mode de scrutin parlementaire était com-

plexe, avec des sièges spéciaux réservés à la classe ouvrière et aux paysans, ce qui, pour moi, est une bonne chose même si ces deux catégories ne sont pas libres de s'organiser. Ainsi, le mot « populaire » est porteur de valeurs antilibérales, mais signale la recherche d'une certaine forme de justice sociale. C'est pourquoi nous ne pouvons pas discuter de la démocratie sans le qualificatif qui va avec. Vous employez le qualificatif « intelligente » pour définir une démocratie qui passerait de sa forme actuelle « fondée sur l'opinion » à une nouvelle forme « fondée sur la connaissance ». Mais comment l'intelligence se positionne-t-elle par rapport aux deux traditions (populaire et libérale) ?

ZT : Merci pour votre question qui touche au fond du problème. Avant de discuter de la manière dont la démocratie pourrait être « intelligente », je dirais qu'il n'existe pas de démocratie pure, ce qui fait de la véritable démocratie un concept problématique. Vous avez raison : une démocratie est liée à certaines valeurs lorsqu'elle est associée à un qualificatif. Cela indique que la démocratie elle-même, le concept même, n'est rien de plus qu'un outil ou une procédure et que nous ne donnerons pas notre accord à une démocratie engagée dans des valeurs qui ne sont pas les nôtres. Par conséquent, les qualificatifs importent plus que la démocratie, car les qualificatifs révèlent les problèmes plus profonds et les conflits. La voix grandiloquente de la démocratie peut dissimuler la défense de facto de valeurs, d'intérêts et de pouvoirs particuliers.

Votre concept d'un « qualificatif » est éclairant, et me ramène à la question cruciale de la hiérarchisation des valeurs. Nous avons tous notre propre hiérarchie des valeurs, sans laquelle nous serions confrontés au dilemme qui consiste à essayer de tout faire. La hiérarchisation des valeurs suppose une discrimination et, par conséquent, toute une série de conflits. La discrimination est un mot qui fait peur mais qui renvoie au fait que tout le monde discrimine, même si la plupart des gens préféreraient prendre position contre toute discrimination. Un qualificatif ou une étiquette partielle de la démocratie, qu'elle soit libérale ou populaire, qu'elle soit axée sur la liberté individuelle ou la justice sociale, risque fort de ne pas réduire les conflits ou les désaccords et peut même accroître l'entropie sociale ou les fragmentations sociales. C'est pourquoi je préférerais ne pas partir des valeurs revendiquées, aussi séduisantes soient-elles. Je choisis plutôt de m'intéresser au développement de « paramètres de l'intelligence » dans le système de fonctionnement de la démocratie, en attendant une démocratie qui intègre l'intelligence – ce que j'appelle une « démocratie intelligente » – qui sera systématiquement organisée de manière à permettre à la connaissance d'accéder au pouvoir pour prendre les décisions finales. Dans un esprit visionnaire, la superintelligence artificielle pourrait à l'avenir être utile, en travaillant comme complément des cerveaux humains ou même

en travaillant avec les cerveaux humains pour finalement créer une trans-subjectivité associant intelligence artificielle et humaine, espérons-le plus intelligente et moins idéologique. La démocratie est censée faire des choix publics au service de l'ensemble de la société plutôt qu'au service de pouvoirs politiques concurrents.

SH : *Une dernière question, qui pourrait particulièrement intéresser nos lecteurs. Vous avez récemment co-dirigé l'ouvrage collectif Euro-Chinese Dictionary of Cultural Misunderstandings [Dictionnaire transculturel des malentendus. Horizons européens et chinois] avec des chercheurs européens. Cette idée est formidable parce que vous vous situez en dehors du paradigme postcolonial pour examiner différentes épistémés (du Sud) tout en collaborant avec vos collègues européens pour surmonter les malentendus. Un peu comme les groupes de recherche sino-français appelant à une sociologie post-occidentale et à travailler ensemble.*

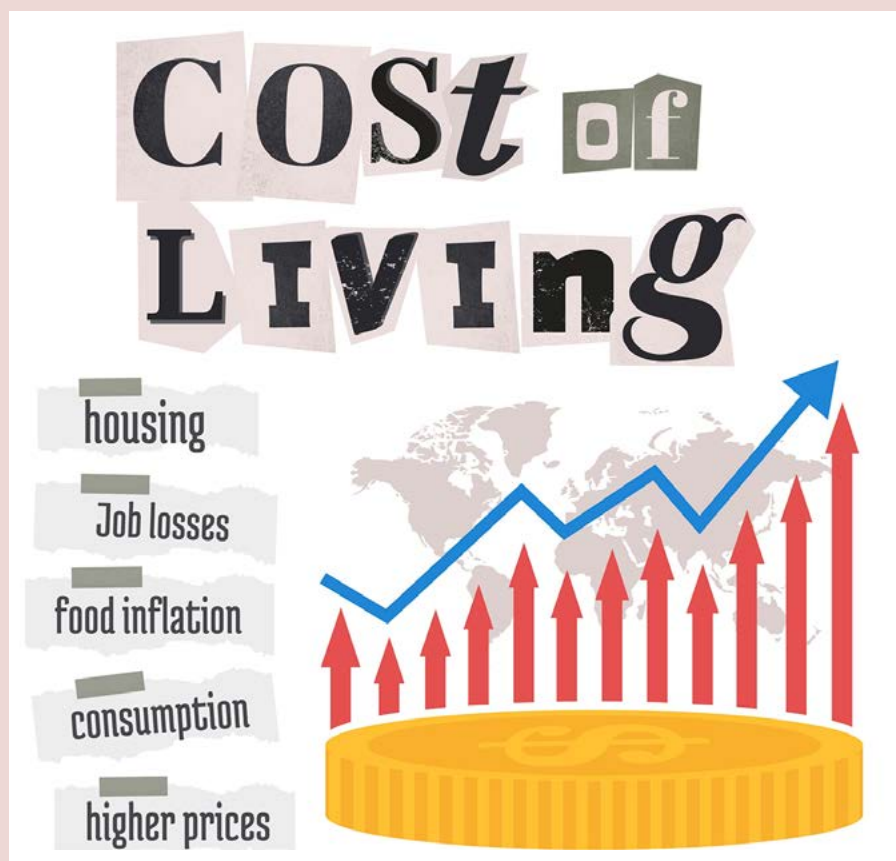
ZT : Nous devons développer une nouvelle et meilleure épistémé plutôt que de donner libre cours à la concurrence entre les épistémés traditionnelles. Je ne pense pas que la vision postcoloniale soit un moyen de sortir du colonialisme ou, plus spécifiquement, de l'orientalisme. Nos esprits seront limités, piégés et induits en erreur par des concepts et des schémas de pensée colonialistes lorsque nous essaierons d'adopter une posture postcoloniale pour répliquer ou pour « défaire » ce qui a été dit de nous, à savoir l'image orientaliste qui nous a été imposée par les colonialistes. Je veux dire que si je m'élève contre le colonialisme, l'architecture de mon esprit sera édiflée à partir de concepts coloniaux, elle s'inscrira dans des discours coloniaux et mes mots ne permettront pas d'exprimer ma pensée propre. Ou bien, si vous dites « Je ne suis pas comme vous le pensez », votre champ d'action et votre vision ont été involontairement restreints par les horizons colonialiste ou orientaliste, ce qui vous fait perdre votre liberté d'esprit. L'antagonisme des épistémés est lassant et négatif. Je préférerais partir des problèmes fondamentaux et généraux auxquels sont confrontés tous les êtres humains, et à partir de là que nous partagions et échangeons des concepts différents, de meilleurs arguments, ou des malentendus mutuels intéressants ; nous pourrions tous en tirer profit. C'est ce que j'appelle la « multiplication transculturelle » – une première métaphore avant que je n'en trouve une meilleure.

Il est naturel que tout un chacun ait une mauvaise compréhension des autres ; et les autres ont toujours une raison de mal nous comprendre. Nous pourrions limiter les malentendus mutuels en clarifiant les concepts de base, en vérifiant si nos théories ou les leurs, et les présupposés qui sous-tendent nos concepts ou les leurs, sont cohérents ou non. ■

> Le coût de la vie : un concept de spécialiste et une lutte au quotidien

Federico Neiburg, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil), **Isabelle Guérin**, Institut de Recherche pour le Développement (France) et **Susana Narotzky**, Université de Barcelone (Espagne)

Crédit : Vitória Gonzalez, 2024.



Avec cette section thématique consacrée au « coût de la vie », issue d'un partenariat entre *Dialogue Global* et la revue *International Sociology*, nous cherchons à rendre accessibles à un public plus large certaines des principales conclusions du [numéro spécial](#) publié tout récemment dans *International Sociology*. Dans cet article, nous introduisons la notion de « coût de la vie », qui est à la fois une catégorie fabriquée et utilisée par les spécialistes et une expression ordinaire dans la vie quotidienne des gens pour faire référence à toute une série d'efforts et d'expériences en temps de crise. Nous proposons une perspective historique et comparative à différentes échelles afin d'observer et d'analyser les dilemmes produits dans une même époque par les polycrises. Nous pensons notamment aux effets conjugués de l'augmentation des prix des produits de base (tels que les denrées ali-

mentaires et l'énergie), de la précarisation des marchés du travail, et de l'accélération de la baisse des salaires depuis la pandémie de Covid-19 à l'échelle mondiale. Ces multiples dimensions des crises ont eu des répercussions sur la manière dont les individus et les familles recherchent une vie digne d'être vécue. Nous attirons également l'attention sur les dimensions morale et politique de l'augmentation du coût de la vie et sur les conflits et les luttes qui ont lieu dans le monde des spécialistes, dans les espaces publics et dans la vie quotidienne des gens.

> Le contexte

Sous l'effet conjugué de la pandémie de Covid-19, de la crise climatique et de la guerre en Europe de l'Est, l'augmentation du coût de la vie, l'inflation et la faim occupent

>>

désormais une place centrale dans les débats publics et dans la vie quotidienne des gens. Nombreux sont ceux qui sont confrontés à la diminution de leur pouvoir d'achat et aux pénuries provoquées par les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement de produits considérés comme essentiels à la vie, tels que la nourriture, l'eau et l'énergie. Nous assistons à un cycle sans précédent de hausse des prix à l'échelle planétaire, qui touche non seulement les plus pauvres et les classes dites moyennes des pays du Sud global, mais aussi les pauvres et les classes moyennes des pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord. L'indice mondial des prix alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a atteint en mars 2022 son niveau le plus élevé depuis 60 ans, tandis que les séries historiques du Fonds monétaire international indiquaient les plus fortes augmentations du prix des denrées alimentaires et de l'énergie depuis 100 ans. La hausse des prix des biens de consommation de base constitue une dimension clé des polycrises actuelles, tout comme la pénurie ou la précarité des emplois, la diminution de la valeur réelle des salaires, les migrations massives et l'urgence environnementale.

> Le concept

Le « coût de la vie » est une catégorie pratique qui a un caractère polysémique. C'est cette polysémie que nous tentons de saisir ici. La notion de « coût de la vie » est née à la fin du XIX^e siècle/début du XX^e siècle, en même temps que la science économique moderne, comme un moyen d'indexer les vies humaines sur des chiffres et des sommes d'argent. Le minimum nécessaire pour produire la vie a un prix (par exemple, la valeur monétaire d'un panier de biens). Par ailleurs, les prix varient, et ces variations sont représentées en pourcentages par rapport à des segments de temps : hebdomadaire, mensuel, annuel. Ainsi, dans le monde des spécialistes, le coût de la vie est intrinsèquement lié à deux aspects majeurs : d'une part, à la compréhension de l'inflation comme fait social et comme objet de gouvernance ; d'autre part, à la notion de nécessité ou de besoins de base. Le domaine de production des chiffres de l'inflation et du coût de la vie donne lieu à de nombreuses controverses auxquelles participent organismes publics, entreprises, syndicats, organisations internationales et agences humanitaires, suscitant toute une série de débats publics et de querelles politiques à l'échelle nationale et internationale.

Mais en même temps, la notion de coût de la vie existe aussi en dehors du domaine des experts en économie et des personnes qui sont impliquées dans la gouvernance de la vie économique. Le coût de la vie est une catégorie pratique qui ne se limite pas à un indice chiffré : il participe à la vie ordinaire des individus, des ménages et des familles. Il renvoie à une myriade de coûts et d'efforts qui donnent un sens aux actions, aux stratégies, aux joies quotidiennes et aux frustrations, ainsi qu'aux mouvements sociaux et aux transgressions cachées, notamment contre l'inflation ou la vie chère.

> Une lacune à combler

L'augmentation du coût de la vie, la famine et la faim ont été conceptualisées dans les domaines de la science économique et de l'humanitaire. Les sciences sociales, en revanche, semblent continuer à traiter ces phénomènes comme des éléments marginaux qui, à quelques exceptions près, ne sont pas considérés comme prioritaires. L'objectif de cette section thématique et du numéro spécial de la revue *International Sociology* est précisément de combler cette lacune. Pour ce faire, nous proposons une approche à la fois multidisciplinaire et multiscale. Les articles de ce numéro spécial parcourent diverses traditions thématiques et diverses disciplines : sociologie politique et économie des marchés, des prix et des chiffres ; sociologie économique et féministe, et anthropologie des pratiques ordinaires et de leurs dimensions affectives, intimes et sensorielles ; écologie politique de l'alimentation et de la vie. En même temps, les articles rassemblés ici montrent l'intrication entre les enjeux géopolitiques internationaux, le poids considérable des organisations humanitaires et de l'aide dans la définition des indicateurs du coût de la vie dans des contextes locaux, les modes de gouvernement nationaux et leurs histoires coloniales, et l'intimité et la sensorialité du coût de la vie dans le quotidien des peuples et des familles.

Si les débats publics, les savoirs experts, les conceptions et les pratiques des citoyens ordinaires peuvent entrer en conflit, ils s'entremêlent aussi et se construisent mutuellement. Or la sociologie et l'anthropologie peuvent faire apparaître cette construction mutuelle, avec les tensions, les conflits et les circulations qui l'accompagnent. Adopter une approche comparative et historique permet par ailleurs de mieux comprendre l'inégale répartition du coût de la vie, comment ces inégalités évoluent dans le temps, et comment les décideurs politiques, les experts et les familles gèrent la crise, en mobilisant ou en ignorant les dispositions sociales adoptées au cours d'autres crises.

Ces phénomènes sont ici analysés suivant une approche comparative à double titre : en examinant les situations passées et présentes dans les pays du Nord global et ceux du Sud ; et en établissant un lien entre les macro-phénomènes à l'échelle nationale et internationale et la dimension à l'échelle micro de la recherche au quotidien d'une vie digne d'être vécue dans un contexte d'inflation, de famine et de faim. Les intrications de ces diverses échelles et de ces processus relancent le débat sur les relations de pouvoir, sur ce qui est moralement légitime, acceptable, normal ou basique et ce qui ne l'est pas – et selon qui – ainsi que les polémiques sur ce qu'est une vie digne d'être vécue, avec de fortes variations selon les contextes et les histoires nationales, les relations hommes-femmes et les différences raciales et sociales. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Federico Neiburg <federico.neiburg@gmail.com>

> Désalignements : l'argent du foyer et l'expérience de l'inflation

Eugênia Motta et Federico Neiburg, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil)



Complexo de Maré, 2020.
Crédit : Brasil de Fato.

Dans cet article, nous nous intéressons au vécu des habitants d'une favela de Rio de Janeiro connue sous le nom de « Complexo da Maré » (Complexe de Maré) confrontés à la hausse des prix, en particulier des denrées alimentaires et de l'énergie, en 2021 et 2022, alors que la pandémie de Covid-19 sévissait encore. Nous utilisons le concept d'*alignement* (et ses dérivés, tels que le *désalignement* et le *réalignement*) pour analyser les différentes manières de faire face à l'augmentation du coût de la vie en s'adaptant à des changements matériels et à de nouvelles perspectives d'avenir à différentes échelles : depuis les idéaux d'une bonne vie souhaitée par les personnes et les familles jusqu'aux décisions qui doivent être prises immédiatement ou dans un avenir proche. Nous désignons par « *travail d'alignement* » les activités quotidiennes des personnes et des familles pour faire face à l'instabilité des revenus, à la variation des flux d'argent, à la gestion des frustrations liées aux restrictions imposées par l'inflation et au maintien de liens importants, qui ont été menacés ou modifiés par la crise. Ces activités consistaient, par exemple, à constamment évaluer les différences de prix, à se déplacer autrement dans la ville, à changer ses priorités de dépenses et à modifier ses modes d'achat et de vente des produits. Ainsi, le travail d'alignement est une combinaison de manières d'imaginer, de calculer, de projeter

et de vivre ensemble, qui se traduit concrètement par des évaluations sur ce qu'il faut acheter ou vendre, comment, où et pourquoi.

> Événements extraordinaires et vies ordinaires

La pandémie de Covid-19, ainsi que la contraction économique qui l'a accompagnée et l'augmentation du prix des produits de base ont été vécues de diverses manières, ce qui révèle des moyens distincts d'affronter des événements extraordinaires dans le courant d'une vie ordinaire. Pour certaines des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenus, la situation pendant cette période n'était pas si différente de leur quotidien d'instabilité, de pauvreté et de lutte permanentes, ce qui explique qu'elles ont pu activer des stratégies développées tout au long de leur vie et même d'une génération à l'autre. Pour d'autres, l'inflation et la perte de revenus, conjuguées à d'autres événements tels que la maladie ou des décès dans leur famille, ont accentué le sentiment d'exceptionnalité. Pour d'autres encore, la pandémie et la hausse des prix qui s'en est suivie ont ouvert de nouvelles possibilités et opportunités. Ces variations sont au cœur du processus différentiel de production d'inégalités lié à l'inflation et à l'augmentation du prix des denrées alimentaires – sachant que, dans le Complexe de Maré, les trois premiers postes du budget

>>

des ménages sont l'alimentation, le remboursement des dettes et les frais de logement.

Tant du point de vue de la mobilité (qui s'est vue restreinte par les mesures visant à empêcher la propagation du Covid-19) que de l'instabilité des sources de revenus, la vie des personnes interrogées apparaît marquée par des temporalités à la fois *déstabilisantes* et *récurrentes*. Cependant, même dans un tel contexte de routinisation des crises, la flambée des prix (notamment des denrées alimentaires et du gaz utilisé pour la cuisine) frappe au cœur même du principal espace où se joue la reproduction de la vie : *le foyer*. C'est pourquoi les périodes d'inflation exigent des réalignements importants et spécifiques (entre réalité des économies domestiques, habitudes et aspirations), tels que des changements dans les habitudes alimentaires et culinaires, la redéfinition des priorités quant à ce que l'on considère comme des « dépenses de base », la reconversion d'activités génératrices de revenus, l'endettement, ou le recours aux nombreux dispositifs gouvernementaux d'aide d'urgence.

Les foyers sont les principaux lieux de reproduction de la vie des personnes que nous avons interrogées, et c'est la cuisine qui se trouve au cœur des activités de *care* qui caractérisent un foyer et les personnes qui le composent. Ainsi, la hausse du prix des denrées alimentaires et du gaz influe de manière déterminante sur l'évolution des habitudes d'achat, de préparation, de consommation et parfois de vente des aliments. Les foyers (*casas*) sont à notre avis à la fois des espaces matériels, affectifs et symboliques, des espaces traversés par des solidarités et des tensions qui sont caractéristiques des liens de proximité, structurés par les rapports hommes-femmes et les rapports entre les générations.

> L'argent du foyer

Contrairement à l'image relayée au niveau *domestique*, instrumentalisée dans la recherche statistique en général et dans les enquêtes sur la sécurité alimentaire en particulier, les ménages ne sont pas des entités isolées. Ils font partie de réseaux et de configurations de foyers. La proximité ou la distance entre les foyers (ou leur plus ou moins grand isolement relatif) est un élément crucial dans la construction des distances sociales. De plus, les foyers

ne sont pas seulement des lieux de consommation, mais aussi des lieux où des revenus sont produits moyennant la vente de services de réparation ou de soins à la personne et la préparation d'aliments destinés à la vente. Le lieu d'habitation lui-même, ou une fenêtre ou une pièce, peut faire office d'espace de vente. Les ventes peuvent avoir lieu de manière occasionnelle ou avec une certaine régularité et, parfois, d'autres membres du ménage ou de la configuration des ménages apportent leur aide.

La clé pour rendre compte de la dynamique des ménages en période d'inflation, et en particulier dans le contexte d'une hausse du prix des denrées alimentaires et du gaz, est le concept d'argent du foyer, *dinheiro da casa*, une expression brésilienne qui nous permet d'étudier les différentes significations de l'argent et des pratiques monétaires à partir des espaces domestiques. Le concept de *dinheiro da casa* désigne un lien moral et pratique entre les personnes, l'argent et les foyers, qui accorde de l'importance aux besoins communautaires ou communs liés à l'entretien du foyer en tant qu'espace de vie opérationnel qui donne lieu à des dépenses obligatoires par nature et régulières, telles que le loyer, les services et l'alimentation. Dès lors, on peut examiner les stratégies visant à s'adapter aux perturbations qui interviennent dans ces différents domaines (notamment la réduction du pouvoir d'achat) tout en redéfinissant ce qui est considéré comme des nécessités pour la (re)production de la vie.

> Une critique ethnographique de l'inflation

Le concept d'*alignement* occupe une place centrale dans les théories économiques sur l'inflation. Suivant les approches dites monétaristes, l'inflation serait due à un excès d'offre de monnaie et à l'inadéquation des anticipations de hausse des prix. Suivant les conceptions considérées comme hétérodoxes, l'inflation s'expliquerait par des inadaptations dans les chaînes de production et des déséquilibres provoqués par des conflits de répartition. En partant de l'expérience spécifique de l'augmentation du coût de la vie que font au quotidien les habitants du Complexe de Maré interrogés, et en adoptant un point de vue pragmatique sur l'argent afin de prendre en compte la [dimension sensorielle de l'inflation](#), nous proposons une critique ethnographique du concept même d'inflation. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Federico Neiburg <federico.neiburg@gmail.com>
 Eugénia Motta <motta.eugenia@gmail.com>

> Faire face à l'inflation dans l'Argentine d'aujourd'hui

María Clara Hernández, Université nationale de General Sarmiento (Argentine) et **Mariana Luzzi**, Université nationale de San Martín (Argentine)



Crédit : Vitória Gonzalez, 2024.

Depuis quelques années, et après une longue période d'accalmie, l'inflation est revenue au centre de l'actualité économique et politique dans plusieurs pays. Les causes de l'augmentation des prix et les mesures politiques disponibles pour y faire face sont devenus des sujets de débat entre experts, au sein et en dehors des gouvernements. Mais comment les gens affrontent-ils l'inflation dans leur vie quotidienne et que peut nous dire la sociologie à ce sujet ? De nombreuses questions se posent lorsqu'on examine les répercussions de la hausse du coût de la vie sur l'économie des ménages. Dans quels termes les gens font-ils référence à

l'inflation, et comment intègrent-ils les informations sur les augmentations de prix dans leurs pratiques quotidiennes ? Quelle est l'influence de la variation des prix sur les calculs et les transactions des ménages au fil du temps ? Quelles sont les méthodes comptables mises en œuvre dans un contexte d'inflation persistante ?

Dans cet article, ces questions sont abordées sur la base de recherches que nous avons menées récemment en Argentine. D'une part, nous analysons sous quelles formes la hausse des prix apparaît dans les préoccupations des gens. D'autre part, nous montrons la manière dont les mé-

>>

nages mesurent habituellement l'inflation. En empruntant à la sociologie économique, nous attirons l'attention sur deux questions centrales liées à l'augmentation du coût de la vie : premièrement, il y a la question de savoir comment les ménages vivent avec une inflation galopante; et deuxièmement, il y a l'intérêt de produire un savoir non-professionnel sur les phénomènes économiques et leur relation avec les théories et les outils créés par les experts pour répondre à ces phénomènes.

> L'inflation et la vie économique au quotidien en Argentine

L'Argentine se distingue comme étant un pays qui connaît depuis longtemps des problèmes d'inflation. C'est également l'un des rares pays à avoir déjà connu au cours de ce siècle, avant même la pandémie de Covid-19, une [inflation annuelle élevée](#). En Argentine, le taux d'inflation se situait au-dessous de 10% par an [entre 2003 et 2006](#), alors qu'entre 2007 et 2021, il a grimpé à plus de 30%, jusqu'à atteindre 94,8% par an en 2022. Cela fait donc plus de 15 ans que l'inflation est un sujet de préoccupation pour la population de l'ensemble du pays.

Entre 2017 et 2020, nous avons mené un travail de recherche auprès de ménages à faibles et moyens revenus dans une ville de taille moyenne de la province de Buenos Aires. L'objectif était d'analyser, dans un contexte d'inflation soutenue et croissante, les pratiques économiques des ménages à partir de leurs habitudes de consommation et de gestion du budget, d'épargne et de crédit. Les résultats obtenus ont été complétés par des observations faites dans le cadre d'une autre étude, portant sur l'économie des ménages pendant la pandémie de Covid-19. Bien que cette dernière étude ne portât pas spécifiquement sur les effets de l'inflation, ceux-ci ont joué un rôle essentiel dans les résultats. Le travail réalisé sur le terrain a mis en évidence l'importance des augmentations de prix dans les préoccupations des ménages que nous avons interrogés.

Compte tenu des études existantes sur l'inflation et sur ses effets sur le comportement des consommateurs, l'une des principales contributions de cet article est de proposer une approche de l'inflation qui au lieu de se limiter à l'examen des périodes de crise aiguë, cherche à rendre compte à la fois de ce qui change et de ce qui ne change pas lorsqu'une augmentation généralisée des prix, loin d'être une exception, devient partie intégrante du quotidien économique. Par-delà les aspects macroéconomiques de l'inflation, cette approche intègre un examen détaillé de la manière dont ce phénomène peut influencer sur les pratiques quotidiennes des agents économiques.

> Nos principales conclusions

Nos recherches montrent que les liens entre les connaissances des experts et les pratiques et perceptions au quotidien sont généralement plus complexes qu'on ne le pense. Même en période de forte hausse des prix, les gens utilisent rarement des termes savants et font rarement référence à des mesures techniques pour parler de l'inflation. Dans les conversations de tous les jours, les gens parlent plutôt de l'augmentation du prix de certains biens considérés comme essentiels à la consommation des ménages, ou de l'augmentation du coût de certains produits (tels que le carburant ou le dollar) traditionnellement utilisés comme indicateurs de l'évolution du prix d'autres biens. Ces deux références sont des manières d'exprimer le comportement général des prix et la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. En outre, en portant notre attention sur les modes spécifiques de calcul auxquels les ménages ont recours pour s'adapter à l'évolution de l'inflation (les dits « remèdes maison contre l'inflation »), nous montrons dans notre étude les manières particulières dont les informations sur les prix influent sur les critères utilisés pour organiser la consommation quotidienne et l'allocation de l'argent des ménages.

Enfin, notre recherche montre également que, contrairement à ce que relatent les études concernant des épisodes précédents d'inflation, les stratégies déployées par les ménages face à l'inflation sont avant tout un moyen de maintenir la consommation en adaptant le rythme, les lieux ou les types d'achats. Au cours de notre travail sur le terrain, nous avons ainsi constaté que la réaction dominante face aux augmentations de prix n'était pas la spéculation ou la recherche de gains pour tirer avantage de l'inflation. Cependant, étant donné que l'inflation en Argentine se poursuit et s'accélère, avec les effets qui en découlent sur les salaires réels, les stratégies pour y faire face pourraient évoluer. Les recherches à venir permettront de déterminer si les pratiques observées lors d'épisodes précédents de forte inflation reviennent ou non, et dans quelles conditions.

À une époque où l'inflation redevient un défi mondial, l'analyse du cas argentin permet d'éclairer le mode de déploiement empirique des dynamiques microsociales spécifiques liées à l'inflation. Dans cet ordre d'idées, il serait utile pour le dialogue mondial sur ce sujet de s'intéresser aux manières locales de vivre et de gérer dans un autre contexte les augmentations de prix. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 María Clara Hernández <mariaclaraher@gmail.com>
 Mariana Luzzi <mluzzi@unsam.edu.ar>

> Le rôle du yucca dans la subsistance des populations précaires en Équateur

Cristina Cielo et **Cristina Vera**, Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO) (Équateur)



Des producteurs récoltent du manioc (yucca). Crédit : Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Équateur.

Comment les populations précaires dont les besoins ne sont pas satisfaits parviennent-elles à assurer leur subsistance ? Comment se nourrissent-elles non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan social, et quel est le lien entre leur subsistance objective et subjective ? Nous avançons que le rapport des populations à l'alimentation contribue à déterminer la manière dont elles vivent les crises. « La vie chère » est une expression en français qui évoque à la fois des liens affectifs, des évaluations collectives et des prix élevés, ce qui indique l'importance de toutes ces dimensions pour comprendre le vécu des personnes et les solutions qu'elles trouvent face à l'augmentation du coût de la vie. En ce sens, nous montrons que certaines [écologies alimentaires affectives](#) spécifiques peuvent influencer sur les possibilités de subsistance matérielle des individus.

Notre étude compare l'importance du yucca, ou *yuca* en espagnol – terme par lequel on désigne le manioc dans la région – dans une province côtière et dans une province amazonienne de l'Équateur, des régions dans lesquelles les relations avec le yucca ont été marquées à la fois par l'histoire et par la production experte de connaissances sur ce tubercule. À travers l'étude du yucca dans un pays où seul un tiers de la population active occupe un emploi à temps plein et dispose d'un revenu de base égal ou supérieur à 450 dollars par mois, et où les biens de consommation de base coûtent à une famille de 4 personnes 763

dollars par mois, nous cherchons à mettre en lumière les trajectoires de la reproduction sociale dans des contextes de pénurie. Nous montrons que l'élément essentiel pour comprendre la place du yucca dans les stratégies de subsistance repose sur les antécédents de colonisation et d'exploitation de la terre et des hommes, qui définissent les rapports sociaux et les rapports entre les hommes et la nature, ce qui, pour diverses écologies, va renforcer le rôle relationnel du yucca.

> Le yucca, une plante prometteuse

De manière plus générale, l'étude du yucca présente aujourd'hui un intérêt à l'échelle mondiale en raison d'un changement au niveau de sa réputation racialisée de « culture du pauvre » ; le yucca est largement produit et consommé en Afrique, en Asie et en Amérique latine, la majeure partie étant cultivée par de petits agriculteurs dans des zones économiquement et écologiquement marginalisées. Avec l'intensification des crises climatique et économique, la résistance du yucca à la sécheresse et sa capacité à pousser sur des terres peu rentables, peu fertiles et acides, ainsi que son potentiel énergétique (car produisant plus de calories par hectare que le riz, le blé ou le maïs) s'annoncent prometteurs pour nourrir les populations en pleine croissance des pays dits « du Sud global ». La plante est aujourd'hui considérée comme le « [tubercule du siècle](#) ». Au Brésil, par exemple, l'apport calorique principal

>>

des populations pauvres provient de la consommation de yucca. La production mondiale de yucca a été multipliée par trois depuis les années 1980 et est aujourd'hui la culture la plus importante en volume dans un pays comme le Nigeria.

La révolution verte du milieu du XX^e siècle reposait sur des initiatives visant à nourrir une population mondiale croissante tout en renforçant l'influence politique et économique des États-Unis dans les États postcoloniaux. En 1971, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), piloté par la Banque mondiale, comprenait des centres de recherche agricole établis au Mexique, aux Philippines, au Nigeria et en Colombie pour améliorer la productivité des cultures vivrières. Dans les années 80, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), basé en Colombie, a commencé à travailler avec l'Institut national de recherche agricole (INIAP) équatorien pour renforcer le rôle de la production de yucca dans le développement local et national. Avec le soutien matériel et technique du CIAT, les agronomes de l'INIAP ont travaillé à l'augmentation de la productivité de la culture du yucca, tandis que des institutions gouvernementales et organismes d'aide au développement se sont coordonnés avec le CIAT pour encourager les initiatives des micro-entrepreneurs pour transformer et commercialiser les produits dérivés du yucca.

> Des expériences contrastées : inégalités postcoloniales et « forêt vivante »

Ces initiatives ont trouvé – littéralement – un terrain fertile dans la province côtière équatorienne de Manabí, où se trouve l'une des stations expérimentales de l'INIAP. La région, qui bénéficie à la fois d'un accès à la mer et aux vallées arables, représente depuis la période coloniale une importante région agricole et commerciale. Par conséquent, les terres de Manabí sont depuis longtemps détenues par les classes dominantes – d'abord les puissances coloniales, puis les « *criollos* » républicains et, plus récemment, les grandes familles de nantis du pays – et essentiellement exploitées pour la production agro-industrielle de café, de cacao et de bananes destinée à l'exportation, entraînant de profondes inégalités sociales et une répartition très inégale des terres. L'objectif des projets d'aide au développement agricole est d'exploiter le potentiel du yucca pour atténuer ces inégalités, notamment face au manque persistant d'emplois stables.

Le rôle symbolique et économique du yucca dans la province côtière de Manabí contraste avec la place très différente qu'il occupe en Amazonie, dans l'alimentation, les cultures et les relations hommes-femmes des groupes indigènes, depuis sa domestication dans le bassin amazonien il y a plus de 3000 ans. Les *chakras* sont des systèmes de parcelles de culture traditionnelle exclusivement

travaillées par les femmes qui reproduisent l'écologie naturelle de la forêt en préservant la diversité de la flore et de la faune. Le yucca occupe une place particulière dans les *chakras* amazoniennes ; c'est l'un des rares produits qui soit considéré comme faisant partie de leur famille, et plus précisément de leur propre descendance. Les soins apportés par les femmes au yucca et à leurs *chakras* relèvent d'un travail affectif indissociable des soins apportés à leur propre bien-être et à celui de la collectivité.

Des organisations locales ont récemment réussi à obtenir la reconnaissance officielle des *chakras* comme « système ingénieux du patrimoine agricole mondial » par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les femmes qui cultivent le yucca et les *chakras* incarnent la proposition de « forêt vivante » anti-extractive du mouvement indigène et sa compréhension symbiotique, cosmologique et relationnelle de la durabilité. La collaboration entre les intellectuels indigènes et d'autres chercheurs et anthropologues a été déterminante dans la définition de cette proposition.

> L'interdépendance des différentes dimensions de l'alimentation aide à surmonter les crises et les inégalités

La pandémie et les crises climatiques ont mis en évidence les vulnérabilités et les insécurités alimentaires découlant des inégalités structurées au niveau mondial et vécues au niveau local, ainsi que les réponses possibles pour remédier à ces besoins pressants. Bien que le productivisme reste au centre des analyses sur la sécurité alimentaire et des initiatives dans ce domaine, les approches interdisciplinaires axées sur l'interdépendance nous permettent de préciser notre rôle dans les processus interconnectés de culture et de consommation.

En prenant en compte les dimensions affectives, écologiques et politico-économiques de l'alimentation, nous avons examiné des situations disparates et inégales en matière de durabilité, en nous penchant plus particulièrement sur l'organisation de divers éléments qui constituent de manière spécifique des socialités politiques, des assemblages vivants et des inventions pour lutter contre la précarité. L'intégration différentielle du yucca dans les solutions pour s'adapter à des crises multiples et de plus en plus aiguës montre bien comment les histoires locales et les interprétations expertes des dynamiques sociales, biologiques, agricoles et de développement déterminent les rapports sociaux contemporains ainsi que les rapports entre les personnes et la nature, les manières d'appréhender la vie en commun et les futurs communs, et les possibilités de s'adapter à l'existence et de la remettre en question. ■

Toute correspondance est à adresser à Cristina Cielo <mccielo@flacso.edu.ec>

> Les dilemmes moraux de l'approvisionnement alimentaire

Susana Narotzky, Université de Barcelone (Espagne) et **Bibiana Martínez Álvarez**, Université de Santiago de Compostela (Espagne)



« Juste prix. Coût de production ». Crédit : archives personnelles des auteurs.

La conceptualisation spécifique des coûts de la vie quotidienne que nous examinons dans cet article découle d'une interprétation de l'expression « coût de la vie » qui tient compte : (1) des macro-indicateurs d'inflation, (2) de la différence entre le prix de production des denrées alimentaires et leur prix à la consommation, en tant que coût pour les agriculteurs qui met en péril leur viabilité, et (3) de la manière dont ce coût se répercute sur les salaires des travailleurs et menace leurs moyens de subsistance. Enfin, nous attirons l'attention sur l'énergie qui doit être investie pour assurer la reproduction sociale à l'échelle des individus et des ménages – travailleurs et employeurs dans l'agriculture – et à l'échelle de communautés politiques entières, telles que l'État-nation ou l'Union européenne.

> L'économie politique et le coût moral de la vie

L'expression « coût de la vie » recouvre ici les significations multiples et situées de ce qu'il coûte de vivre et les pratiques qu'elles impliquent. Cet effort se traduit par des dilemmes moraux qui ont des répercussions concrètes – sur le corps des personnes, sur l'environnement, sur divers types de mobilisations politiques. Au plan théorique, notre

étude repose sur l'approche de « l'économie morale », qui met en avant le rôle central des pratiques, des émotions et des valeurs morales dans la canalisation des comportements économiques et politiques. La force du concept réside dans l'expression des valeurs et obligations morales à travers l'approvisionnement matériel, l'allocation de ressources et l'accumulation de capital. En résumé, en adoptant cette approche, nous cherchons à comprendre les aspects moraux des économies comme faisant partie intégrante des processus de l'économie politique.

> Être essentiel, éviter l'inflation et être équitable

Lorsque la pandémie de Covid-19 s'est déclarée, l'une des principales préoccupations du gouvernement espagnol a été d'assurer la continuité de l'approvisionnement en denrées alimentaires et de prévenir une inflation trop importante. Les ouvriers et les agriculteurs travaillant dans le secteur alimentaire ont été qualifiés d'« essentiels » parce qu'ils produisaient un bien essentiel : les denrées alimentaires. Bien qu'il s'agisse dans un certain sens d'une catégorie utilitaire, le concept d'« essentiel » était éminemment moral. Le fait d'utiliser le terme « essentiel » – ce qui

>>

confère son « essence » à une communauté – a déplacé le débat du domaine économique vers le domaine du « bien commun », et donc vers le domaine de la moralité.

Pourtant, les travailleurs, les agriculteurs, les entreprises de distribution alimentaire, les consommateurs et le gouvernement ont compris l'impératif moral de l'approvisionnement alimentaire à partir de positions différentes au sein de la chaîne alimentaire. Ces significations contradictoires et les actions qu'elles ont encouragées constituent les « dilemmes moraux » que cet article aborde en décomposant : (1) l'inflation, un concept technique – bien que moralement chargé – qui justifie les politiques, (2) les « prix justes », une notion mise en avant par les agriculteurs dans leur discours et leurs mobilisations, et (3) les « salaires justes », dont l'objectif axé sur les moyens de subsistance sous-tend les luttes de nombreux travailleurs. Ni cette demande de « prix justes » de la part des agriculteurs, ni la demande de « salaires équitables » de la part des travailleurs n'étaient nouvelles. Ce qui était nouveau, c'était l'intérêt public porté aux consommateurs, l'importance d'éviter la pénurie alimentaire et les pressions inflationnistes sur les prix des denrées alimentaires dans un contexte de chômage, de restrictions d'activité et de réduction générale des revenus dans la plupart des ménages.

Dans notre article récemment publié dans *International Sociology*, nous analysons les données relatives à l'inflation pour les produits alimentaires en Espagne, et en particulier les produits alimentaires frais, depuis la période d'inflation négative de 2020 jusqu'à aujourd'hui. En 2020, lorsque l'Europe est entrée en confinement, de nombreux produits ont cessé d'être consommés ou ont vu leur consommation brusquement diminuer, avec deux conséquences majeures : premièrement, les revenus des personnes ont diminué en raison du chômage ou des restrictions d'activité ; deuxièmement, les principales dépenses des ménages se sont concentrées sur les articles de première nécessité liés à la subsistance, parmi lesquels, de manière très nette, les produits alimentaires. Si la pénurie de main-d'œuvre a été la principale raison avancée pour expliquer la hausse des prix des denrées alimentaires au cours des premiers mois de la pandémie, cet argument a perdu de sa force avec la fin du confinement. La poussée inflationniste post-pandémique a été liée à l'augmentation du coût des intrants (carburant, engrais, main-d'œuvre) et à une sécheresse qui a affecté la productivité, mais les agriculteurs ont accusé les chaînes de distribution d'avoir augmenté leurs prix, alors même que les prix au départ de la ferme étaient restés stables – d'où leurs revendications en faveur de « prix justes » et les mobilisations qui ont suivi. À partir d'un indice des prix élaboré par les agriculteurs en collaboration avec les associations de consommateurs, nous avons analysé la chaîne des prix au départ de la ferme jusqu'au point de vente au consommateur, afin d'évaluer la variation des prix, et avons comparé ces données avec les discours des différentes parties

prenantes, ce qui a mis en évidence les enchevêtrements moraux auxquels ces discours donnent lieu.

> **Évaluation matérielle et morale du travail agricole, de l'approvisionnement et de la vie humaine**

Les agriculteurs estiment que les récentes augmentations du salaire minimum sont l'un des facteurs qui mettent en péril la viabilité de leur mode de vie et la reproduction sociale de leurs ménages, et qui conduisent à l'inflation. Cette crainte pour leur viabilité justifierait les conditions extrêmes d'exploitation que les agriculteurs imposent aux travailleurs journaliers. Cependant, les travailleurs agricoles revendiquent des « salaires équitables » et dénoncent les pratiques irrégulières des agriculteurs. Le concept d'équité, tel qu'il est exprimé par les travailleurs, renvoie à des salaires décents, aux conditions de travail et au fait d'être respecté. Il recouvre un processus complexe d'évaluation qui intègre des critères matériels et moraux rendant possible la reproduction sociale. Si la vie des travailleurs journaliers représente un « coût » pour les agriculteurs, les efforts déployés par les travailleurs agricoles en quête d'un traitement équitable mettent en évidence ce qu'il coûte réellement de vivre.

Notre article s'intéresse aux liens entre les trois aspects du « coût de la vie » que nous avons analysés dans le secteur crucial de l'approvisionnement alimentaire : l'inflation, les prix injustes et les salaires inéquitables. La nourriture étant une contribution inéluctable à la vie humaine, nous réfléchissons au coût systémique extrêmement élevé de la préservation de la vie, au-delà de l'aspect circonstanciel de la pression inflationniste post-pandémique en Europe, qui a été principalement attribuée aux tensions au niveau de la chaîne d'approvisionnement et aux prix de l'énergie. Le coût de la vie est-il un fait conjoncturel, comme on veut nous le faire croire, ou est-il structurellement ancré dans notre économie ?

Nous nous demandons non seulement quel est le coût de la vie, mais aussi quelles vies deviennent un coût et, inversement, qu'est-ce que coûte la vie en termes d'efforts pour assurer la subsistance. Les pratiques que nous analysons sont toujours imprégnées d'arguments moraux, bien que divergents, sur ce qui est le mieux pour la société. Les aspects moraux qui sont en jeu sont toutefois exprimés à travers différents indices quantitatifs ainsi qu'à travers des attributs qualitatifs discursifs qui décrivent l'action humaine : la justice, la dignité et l'équité. Ce type de données convergent dans les luttes pour parvenir à une « vie meilleure », sans doute une vie à moindre coût. Le dilemme moral de la reproduction sociale réside dans des questions comme celles-ci, qui permettent de déterminer ce que signifie le coût de la vie pour des personnes différentes dans des positions sociales différentes. ■

Toute correspondance est à adresser à Susana Narotzky <narotzky@ub.edu>

> Suivre l'évolution du coût de la vie à Madagascar

Florent Bédécarrats, Isabelle Guérin, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, Institut de Recherche pour le Développement (France) et **Flore Dazet,** École des hautes études en sciences sociales, Paris (France)



Marché de Majunga à Madagascar.
Crédit : Fleur28 / Wikimedia Commons.

Évaluer le coût de la vie est essentiel pour comprendre le tissu économique, social et politique d'un pays mais comporte de nombreux aspects complexes et controversés, liés aux diverses interprétations du « coût », qui mettent en jeu des valeurs, des compétences techniques, des ressources et des dynamiques de pouvoir. Malgré ses limites, l'indice des prix à la consommation (IPC) est souvent utilisé comme principal indicateur du coût de la vie, et de ce fait, il illustre en même temps qu'il détermine les conditions économiques. L'IPC fait office d'indicateur clé de l'inflation, joue un rôle essentiel pour mesurer les taux de pauvreté et les parités de pouvoir d'achat, et sert de déflateur pour la part du PIB attribuée au secteur informel. Il joue par ailleurs un rôle déterminant dans l'indexation et la négociation des salaires, des pensions et des transferts sociaux, ainsi qu'au niveau de la structuration des programmes d'aide et des obligations financières. Des recherches antérieures ont été consacrées à la socio-histoire de l'IPC dans les pays développés et les contextes hyperinflationnistes, témoignant de son influence dans l'orientation des États-providence et des réglementations salariales. Ce corpus de recherche étudie la manière dont l'évolution de la dynamique du pouvoir, les acteurs sociaux et le rôle croissant des secteurs privé et financier ont influé sur le développement et l'application de l'IPC.

> Le cas de Madagascar : trois indicateurs plutôt imparfaits et insatisfaisants

Il manque cependant des éléments importants pour comprendre la manière dont la production et l'utilisation des mesures du coût de la vie fonctionnent dans des économies fragmentées et des États fragiles. Pour y remédier, nous examinons dans cet article le cas de Madagascar, une ancienne colonie française où l'autosubsistance, toujours en vigueur, échappe en partie au marché grâce à une agriculture d'autoconsommation, à la chasse et à la cueillette. Madagascar cumule une insécurité alimentaire chronique, une extrême pauvreté et un État fragile dépendant de l'aide. Pour cette étude, nous nous appuyons sur plusieurs sources, dont notre propre expérience (réflexive) en tant que producteurs de données statistiques à Madagascar, l'observation participante dans une ONG humanitaire qui produit ses propres données, et des entretiens avec divers acteurs qui interviennent dans la production et l'utilisation de données sur les prix.

Notre analyse met en évidence trois manières d'appréhender le coût de la vie : l'IPC de l'Institut national de la Statistique, utilisé pour définir l'orientation macroéconomique et négocier avec les bailleurs de fonds internationaux ; les

analyses alternatives, et parfois les enquêtes produites par des équipes de recherche soucieuses de rendre compte de la persistance de la pauvreté et des inégalités ; et enfin, les indicateurs et les enquêtes émis par des acteurs de l'aide humanitaire dans le but d'orienter la distribution de l'aide, et axés sur les régions et les populations menacées de famine. Nous mettons en question la production et l'utilisation d'indicateurs qui apparaissent comme imparfaits et insatisfaisants pour rendre compte du coût de la vie, et montrons que les modalités techniques sont révélatrices de visions contrastées de ce qui compte ou non, de qui compte ou non, et de qui gouverne et avec quels objectifs.

> Les interprétations économiques et humanitaires des experts

Les experts de l'IPC définissent le coût de la vie comme un prix moyen à la consommation supposé valable à l'échelle nationale. À Madagascar, cependant, et malgré les efforts d'adaptation au contexte malgache, l'IPC ne reflète qu'une réalité partielle, qui privilégie l'économie formelle et une population urbaine aisée, et se fonde sur des comportements de consommation d'un autre temps, sans tenir compte de la faillite et de la dégradation des services publics, et des différents coûts (surcoût, perte d'« utilité » ou de bien-être, perte de temps, etc.). Il convient de rappeler que, bien que les experts en statistiques soient largement conscients de ces insuffisances, un manque chronique de ressources humaines et financières limite leur capacité à y remédier.

Les économistes qui travaillent sur la pauvreté et les inégalités définissent le coût de la vie comme le résultat de comportements de consommation des individus (ou des ménages) qui varient en fonction des groupes sociaux, de l'espace et du temps. Des enquêtes statistiques spécifiques adaptées aux contextes locaux mettent notamment en évidence de fortes variations dans le temps des pratiques de consommation des ménages pour faire face aux crises, les spécificités des ménages ruraux, l'importance cruciale de l'autoconsommation, l'ampleur de la dégradation des services publics et la perte de bien-être qui en résulte.

Les acteurs de l'aide humanitaire définissent le coût de la vie comme un minimum physiologique nécessaire pour éviter la malnutrition. Ils produisent leurs propres enquêtes (y compris sur les prix), données et indicateurs. Cette production est à la fois abondante et impressionnante par son degré de technicité (même si elle est fort éloignée des « bonnes pratiques » habituellement utilisées pour l'IPC) et par les moyens qui y sont consacrés. Malgré les initiatives pour réaliser des enquêtes participatives, celles-ci sont difficiles à traduire en chiffres et les populations locales s'expriment le plus souvent de manière indirecte, en transgressant les politiques et interventions humanitaires en fonction de leurs propres critères de justice.

> Une mission impossible dans un contexte de gouvernement fragmenté et de diversité nationale

Chacune de ces formes d'expertise a sa propre raison d'être. Ceux qui les développent sont rarement dupes des faiblesses et des limites des chiffres qu'ils produisent, mais ils ont une mission à accomplir et des objectifs à atteindre. Ils mesurent ce qu'ils veulent mesurer, et ce qu'ils peuvent mesurer. Comme toute statistique, les chiffres qu'ils produisent servent autant à expliquer la réalité qu'à la rendre lisible et à orienter l'action politique. Au-delà de la diversité des valeurs concernant ce qui compte et doit être compté, la diversité des chiffres du coût de la vie est l'illustration d'un mode de gouvernement fragmenté, au sein duquel les ONG et les organisations internationales jouent un rôle de premier plan. Le manque de légitimité des données nationales sur les prix, qui reflète et cristallise la faible légitimité de l'État malgache, autorise et encourage les agences d'aide à produire leurs propres données. Cette situation crée une dynamique autopoïétique au sein de laquelle les données produites justifient à la fois l'urgence d'agir et le caractère indispensable des acteurs humanitaires et de l'aide au développement.

La profusion d'indicateurs et d'analyses témoigne également de la fragmentation économique et sociale du pays. L'IPC, censé être « national », ne représente en fait qu'une fraction restreinte de la population et de l'économie (urbaine et de marché). En effet, il n'y a pas une économie mais une pluralité d'économies distinctes et parfois incommensurables. Des équipes de recherche et des acteurs humanitaires, parfois isolés, parfois en collaboration, déploient beaucoup d'efforts pour mieux comprendre cette pluralité. Ces efforts ne peuvent cependant pas rendre compte des spécificités du coût de la vie dans un contexte où l'économie informelle, l'autoconsommation, les dépenses sociales et symboliques, la chasse et la cueillette représentent une part importante des moyens de subsistance et d'une vie qui vaut la peine d'être vécue.

Avec l'essor des politiques de conservation de la nature, ces questions ne peuvent plus être ignorées. Madagascar a une politique de conservation très ambitieuse qui menace sérieusement les pratiques de chasse et de cueillette de nombreux villageois. Ce sont d'ores et déjà les plus pauvres qui paient le prix d'indices de prix biaisés et approximatifs, et la situation risque de s'aggraver si de meilleures méthodes d'analyse du coût de la vie ne sont pas appliquées, pour prendre notamment en compte sa dimension de dignité et de vie qui vaut la peine d'être vécue. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Florent Bédécarrats <florent.bedecarrats@ird.fr>

> Au Maroc, le pouvoir des subventions sur les prix

Boris Samuel, Institut de recherche pour le développement, et Institut des mondes africains (France) et **Beatrice Ferlino**, Université de Bologne (Italie)



Crédit : archives personnelles des auteurs.

Le système marocain de subventions – dit « de compensation » – encadre les marchés pour les produits que le gouvernement désigne comme « stratégiques », essentiellement en raison de leur importance pour le pouvoir d'achat des ménages, à savoir le gaz butane, la farine, le pain et le sucre. Notre travail propose une sociologie historique de ce système, qui a perduré jusqu'à aujourd'hui malgré les critiques dont il a fait l'objet depuis sa création et les promesses répétées de le démanteler. Cette « compensation » – dont l'origine remonte à la politique de prix adoptée par l'Empire colonial français en 1941 dans le contexte inflationniste de la Seconde Guerre mondiale – régit la consommation, la production et la commercialisation de certains produits. Elle est l'incarnation de l'État « grenier », qui légitimait son pouvoir aux yeux de la population en assurant la subsistance et en prévenant les troubles sociaux. Nous montrons que la résilience et les transformations de ce système de subventions, qui a survécu aux critiques économistes des institutions financières internationales, peuvent être analysées au prisme des relations de pouvoir qui l'accompagnent.

> Des produits de première nécessité subventionnés

Au Maroc, les subventions sur les produits de première nécessité relèvent de mécanismes variés et répondent à des enjeux économiques différents selon les produits : farine, sucre, huile de table ou gaz butane (et carburants, jusqu'à la libéralisation du secteur en 2015). Le terme de « compensation » est également investi de diverses significations socio-politiques par les différents acteurs ; celles-ci tendent à être associées au souci de l'État de maintenir le pouvoir d'achat des ménages, ainsi qu'à la logique rentière des grands groupes économiques à la recherche de profits. L'intervention de l'État sur les marchés permet de réguler les rivalités et les alliances économiques et politiques, notamment en relation avec le Palais royal. Les usages du terme de « compensation » peuvent également s'écarter de son acception officielle stricte. Les versements du gouvernement visant à maintenir un prix du pain bas et stable, par exemple, ne sont pas officiellement désignés comme « coûts de compensation », même si, pour les acteurs du secteur, ils font partie de

>>

cette politique. Au Maroc, la politique de compensation est ancrée dans l'histoire de l'exercice du pouvoir, et la catégorie générique de la « compensation » est éminente.

> Les artefacts bureaucratiques de la compensation

Sur le terrain politique, il existe des artefacts bureaucratiques de la compensation ; en particulier, les « structures de prix » encadrent les pratiques des acteurs du secteur et constituent un mode d'exercice du pouvoir dans le Maroc d'aujourd'hui. Les procédures bureaucratiques et financières de la compensation renforcent ou établissent des hiérarchies au sein des filières : dans la filière céréalière, par exemple, les primes accordées aux agriculteurs sécurisent les profits des semenciers. Le mode de calcul des subventions semble également permettre la réalisation de profits contestables, comme dans le secteur du butane, signe d'une certaine tolérance des pouvoirs publics concernant l'appropriation frauduleuse des ressources publiques. Enfin, les mécanismes d'administration des prix permettent aux opérateurs de faire reconnaître leurs alliances avec l'État. Par exemple, sur le marché de la farine, la distinction entre les deux types de farine subventionnés, pour l'ensemble du pays et pour les provinces sahariennes, détermine la valeur des subventions – les plus importantes étant actuellement réservées aux minotiers de Casablanca. Parce que leur utilisation s'inscrit dans des rapports de force et de concurrence entre les différents opérateurs, le système des subventions joue un rôle de médiation dans la renégociation des rapports politiques.

> L'histoire des prix subventionnés

L'histoire des prix subventionnés est aussi celle d'une réforme, dont la légitimité politique a varié avec le temps. Au début des années 80, les institutions de Bretton Woods ont jugé les subventions trop coûteuses et peu efficaces pour atteindre les ménages pauvres. Mais la réforme de la compensation a été interrompue par l'opposition qui s'est exprimée lors des « émeutes du pain » de 1981 et 1984. Des actions gouvernementales généralisées ont cependant continué à réduire la portée du système jusqu'à la fin des années 90. Dans les années 2000, le roi Mohammed VI a lancé des initiatives visant à remplacer progressivement les subventions par des transferts monétaires ciblés en faveur des régions et des ménages les plus pauvres. Mais après le mouvement de protestation du « printemps arabe » de 2011, l'idée que la suppression du système

de compensation risquait d'entraîner une crise politique et sociale s'est imposée, y compris au sein des institutions internationales et des agences de notation. L'idée d'un simple statu quo concernant la compensation n'est cependant pas pertinente pour comprendre les transformations politiques en cours.

Au début de ce siècle, la légitimité de la réforme s'est accrue. De nombreuses études techniques ont fait état d'une gestion opaque et inégalitaire des compensations – les 20% les plus riches de la population recevant 75% des primes. Le débat sur la réforme des subventions a également structuré la politique partisane. Abdelillah Benkirane, du parti islamiste de la justice et du développement (PJD), qui a été Premier ministre de 2011 à 2017, a fait de la suppression de la compensation au profit de transferts monétaires ciblés l'un de ses principaux chevaux de bataille pour accéder au pouvoir. Il semble donc plus approprié de considérer la réforme de la compensation comme faisant partie d'une période où se conjuguent transformation et résilience, plutôt que comme celle d'un démantèlement linéaire qui marquerait le passage d'une époque d'interventionnisme étatique à une époque de libre marché.

> Des manifestations contre la hausse des prix

Les manifestations contre la hausse des prix, souvent analysées comme des réactions mécaniques à la cherté de la vie, constituent une remise en cause plus générale de l'ordre politique et jalonnent l'histoire du Maroc. Entre 1981 et 1990, pendant ce qu'on a appelé « les années de plomb », les grandes manifestations populaires qui se sont produites dans 50 villes d'un bout à l'autre du pays (les dites « émeutes du pain ») ont souvent été présentées comme des explosions de violence inorganisées provoquées par la hausse du prix du pain. Or ces émeutes, qui ont été violemment réprimées, étaient organisées par des mouvements politiques et exprimaient une remise en question profonde et généralisée de la légitimité du pouvoir exercé par le régime d'Hassan II. Elles faisaient suite à des années de violences politiques et de restrictions sévères de la liberté d'expression et d'opposition. Les prix sont un moyen privilégié d'expression de la contestation. Au lendemain des révoltes dites du « printemps arabe » de 2011, les mesures prises par le gouvernement en faveur du pouvoir d'achat étaient également un moyen pour celui-ci d'afficher la bienveillance de l'État à l'égard de ses citoyens. La mise en place de subventions est une contre-mesure courante face à la contestation. ■

Toute correspondance est à adresser à Boris Samuel <boris.samuel@ird.fr>

> La sécurité alimentaire en temps de guerre : le cas de la Russie

Caroline Dufy, Sciences Po Bordeaux et Centre Émile Durkheim (France)



Crédit : Marcson / Pixabay.

La sécurité alimentaire a été une des pierres angulaires dans la lutte pour l'éradication de la faim et de la pauvreté, qui est l'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) identifiés par les grandes organisations internationales en charge du développement. Complexe et multiforme, le concept de sécurité alimentaire a été défini lors du Sommet mondial de l'Alimentation de l'ONU de 1996 comme reposant sur quatre piliers : la disponibilité des aliments, l'accès à ceux-ci et la possibilité de les utiliser, et l'utilisation et la stabilité de ces trois piliers à travers le temps.

En dépit des progrès de la production agricole, cet objectif est menacé par les crises successives intervenues

depuis le début du XXI^e siècle. Qu'elles soient financières, sanitaires ou géopolitiques, ces crises se sont accompagnées d'importantes et rapides fluctuations au niveau des prix des denrées alimentaires. Depuis 2014, et surtout depuis 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a ravivé le risque de pénurie alimentaire, et l'on a assisté à des émeutes de la faim au Sud, à des épisodes inflationnistes au Nord et à des ruptures de production et d'approvisionnement dans les zones de guerre autour de la Mer Noire qui sont les greniers à blé du monde. Dans ce contexte, la sécurité alimentaire mondiale est un sujet qui est revenu en force dans les débats internationaux, en lien avec les multiples risques associés aux marchés, à la production ou au commerce agricoles. Le retour de la guerre en

Europe depuis 2014 invite à s'interroger sur la priorisation de la promesse de sécurité alimentaire : comment les problèmes d'insécurité alimentaire sont-ils formulés et par quels acteurs ? Quelles sont les populations concernées ? La guerre modifie-t-elle la façon dont est mobilisée la question de la sécurité alimentaire ?

> La sécurité alimentaire en Russie : une construction rhétorique et une stratégie de légitimation des élites dirigeantes

Pour répondre à ces questions, je m'intéresse au cas de la Russie depuis le début de l'invasion de l'Ukraine en 2014, en tant que grand pays exportateur de céréales sur les marchés mondiaux. La [méthodologie employée](#) est celle de l'analyse de discours. Elle est basée sur une enquête de terrain préliminaire menée entre 2015 et 2018 dans le monde agricole russe et à partir de 2022 sur les discours publics d'autorités russes centrales (principalement Président de la Fédération de Russie et Conseil de sécurité de la Fédération de Russie).

L'approche théorique du cadrage (*framing*) a pu montrer comment la mobilisation d'acteurs du monde agricole a favorisé l'émergence de modèles alternatifs, comme par exemple en Amérique du Sud le mouvement *Vía Campesina* qui a défendu la souveraineté alimentaire pour les communautés paysannes. Le recadrage d'une question d'intérêt public permet ainsi de définir de manière spécifique la situation et les problèmes qui lui sont liés : C'est le résultat du travail cognitif, discursif et politique d'acteurs qui cherchent à faire prévaloir une construction des problèmes par rapport à une autre.

Suivant en cela les conclusions de la sociologie pragmatique, j'aborde la sécurité alimentaire en Russie comme une construction rhétorique et comme une stratégie de légitimation des élites dirigeantes. Dès lors, trois caractéristiques spécifiques peuvent être soulignées. En premier lieu, le discours désigne un « bien commun politique » au sens large, tantôt articulé avec la notion de puissance, tantôt avec celle de souveraineté. Il est par ailleurs dépendant d'un contexte international qui fait la distinction entre un « nous » et un « eux » global. L'historicisation des questions d'intérêt public permet de rendre compte du passage d'une conception de la sécurité alimentaire fondée sur l'intégration internationale dans les années 2000 à la nationalisation des enjeux agroalimentaires. Enfin, ce

discours a des effets structurants, qui se sont traduits par les politiques agricoles et alimentaires adoptées en Russie depuis 2014. Dès lors, on comprend mieux comment la promotion de politiques de substitution des importations agroalimentaires en provenance des pays occidentaux a favorisé la nationalisation des enjeux alimentaires et la restauration de la puissance d'exportation agricole du pays depuis 2014.

> L'évolution du discours et les points de vue divergents sur la sécurité alimentaire

Ainsi la rhétorique d'une puissance céréalière mondiale fondée sur l'intégration aux marchés internationaux dans le cadre de l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du Commerce a-t-elle été remplacée à partir de 2014 par un discours politique en faveur d'une souveraineté nationale basée sur l'indépendance alimentaire. Les sanctions internationales ont joué un rôle essentiel dans cette évolution, a fortiori à partir de 2022 avec l'engagement dans une guerre à grande échelle en Ukraine.

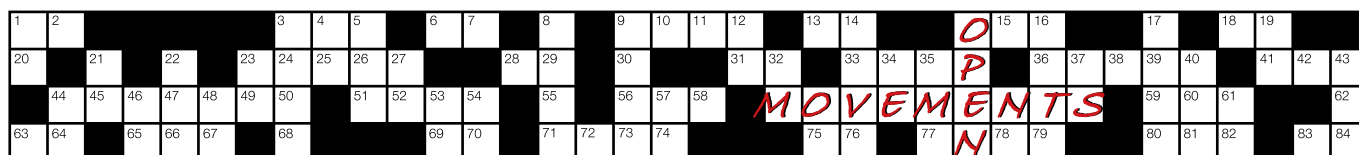
L'accord céréalier signé en juillet 2022, sous l'égide de l'ONU et de la Turquie, entre la Russie et l'Ukraine créait une exception humanitaire dans un contexte et une zone de conflit de haute intensité. Il s'agissait de favoriser l'exportation de céréales sur les marchés mondiaux et d'atténuer les tensions sur les prix. L'accord a été dénoncé par la Russie, qui a refusé de le prolonger après le printemps 2023.

Cette rupture met en évidence la confrontation entre deux conceptions de la sécurité alimentaire : la conception libérale et la conception protectionniste. La première est centrée sur le commerce international comme facteur susceptible de favoriser la prospérité, la croissance, et un jeu à somme positive. Cette conception est défendue par des organisations internationales comme l'ONU, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, et le Programme alimentaire mondial. Elle a ouvert la voie à la modernisation agricole en Russie au cours de la première décennie du XXI^e siècle. L'autre conception est autoritaire et productiviste, et s'appuie sur des références à la puissance et un jeu à somme nulle. La circulation des denrées y est organisée et contrôlée par l'État. Ce dernier discours, produit par l'exécutif russe, s'est imposé à partir de 2014. Il n'est que très peu contesté par d'autres discours, qui s'ils existent, restent marginaux. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Caroline Dufy <c.dufy@sciencespo Bordeaux.fr>

> “openMovements”, une plateforme pour la sociologie publique et globale

Breno Bringel, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil) et Université Complutense de Madrid (Espagne), et **Geoffrey Pleyers**, FNRS et Université catholique de Louvain (Belgique) et Président de l'ISA (2023-27)



Crédit : Raul Pau.

A lors même que la crise climatique est désormais une réalité tangible, les gouvernements ne font que démontrer dans les sommets mondiaux leur incapacité et leur manque de volonté face à ce problème urgent. La démocratie est gravement menacée dans plusieurs régions du monde. Les technocrates mènent des négociations commerciales décisives, sur lesquelles les citoyens n'ont que peu de prise. L'autoritarisme gagne du terrain, tout comme les mouvements nationalistes et d'extrême droite. Les discours haineux et l'intolérance progressent, entraînant des crimes racistes ou des crimes de haine et une polarisation politique croissante. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un scénario plus complexe de crises qui s'imbriquent et se renforcent mutuellement (des « polycrises ») et qui remettent en question le modèle civilisationnel fondé sur la croissance, le progrès et le développement illimités. Qui plus est, ces crises ne touchent pas tout le monde de la même manière. Le [rapport 2024 d'Oxfam sur les inégalités](#) indique que, depuis 2020, les cinq hommes les plus riches du monde ont vu leur fortune multipliée par deux, tandis que dans le monde près de cinq milliards de personnes se sont appauvries sur la même période. Les inégalités atteignent leur plus haut niveau historique.

Ces défis nous rappellent que les mouvements sociaux sont des acteurs essentiels dans nos sociétés. À l'Ouest comme à l'Est, les mouvements réactionnaires suprémacistes, racistes et d'extrême droite gagnent du terrain et attirent des jeunes dans toutes les régions du monde. Tous les pays qui ont connu des manifestations démocratiques massives lors du printemps arabe de 2011 sont

aujourd'hui régis par des régimes autoritaires. Même dans certaines des démocraties les mieux établies, des mouvements sociaux sont réprimés, des journalistes tués et des citoyens espionnés par l'État.

Ce sombre tableau n'est cependant pas complet. Il existe toujours des alternatives, mais elles sont souvent rendues invisibles, notamment en l'absence de manifestations publiques. Partout dans le monde, de nouveaux mouvements sociaux et de nouvelles formes d'activisme et de pratiques démocratiques ont vu le jour. Cela ouvre d'autres horizons possibles et remet en question notre manière d'appréhender aujourd'hui l'activisme, les mouvements sociaux et la démocratie. Des citoyens ont investi les places publiques et l'internet pour s'organiser, diffuser leurs messages et œuvrer pour une société ouverte et libre où la connaissance et l'information sont partagées. Pour eux, la démocratie ne se limite pas à des votes et à des revendications adressées aux gouvernements, mais représente aussi une exigence de justice sociale et de dignité ainsi qu'un engagement personnel qui se traduit aussi bien dans leurs activités militantes que dans leur vie quotidienne.

> **Mouvements sociaux : mobilisations, alternatives et connaissance**

Avec « openMovements », la nouvelle rubrique de notre magazine *Dialogue Global*, nous cherchons à ouvrir un espace pour analyser les mouvements sociaux et les défis auxquels ils sont confrontés dans différents pays du monde. Basés sur des travaux de recherche empiriques, les articles traiteront des succès et des limites des mou-

>>

vements, ainsi que des réactions très hostiles auxquelles nombre d'entre eux ont à faire face. Nous apprendrons des mouvements sociaux, et avec eux, à mieux comprendre notre société et les difficultés rencontrées au niveau local, national et mondial.

Nous pensons que les mouvements sociaux jouent un rôle important dans la production et la transformation de la société, qu'ils se situent du côté progressiste/démocratique ou du côté réactionnaire. Les mouvements sociaux ont une influence sur l'action concrète des pouvoirs publics et transforment la culture. Ils génèrent des savoirs et un apprentissage collectif à partir de luttes et d'expérimentations sociales concrètes sur tous les continents. Ils façonnent notre vision du monde et offrent des scénarios possibles pour des futurs alternatifs.

Si les mouvements de protestation peuvent gagner en visibilité dans les médias grand public, ils ne sont cependant que la partie émergée des mouvements sociaux. L'éducation populaire, la solidarité concrète, la citoyenneté active, la transformation de la vie quotidienne et les subjectivités sont des dimensions moins visibles mais non moins essentielles. openMovements accueillera des contributions portant à la fois sur des mouvements de protestation et des alternatives concrètes.

> Sociologie globale

Le dialogue global que promeut l'Association internationale de Sociologie (ISA) repose sur la volonté d'apprendre des sociologues et des acteurs de différents continents. En tant que nouvelle rubrique de *Dialogue Global*, openMovements met en avant une perspective globale pour comprendre ces transformations sociales, en proposant des analyses de sociologues de toutes les régions du monde, issus à la fois du Sud global et du Nord global. Nous sommes convaincus que les leçons que l'on peut tirer des mouvements sociaux, des crises et des expériences alternatives sur différents continents permettent de mieux comprendre la réalité, les défis pour la démocratie et les voies possibles vers l'émancipation et la transformation sociale dans notre pays ou notre région.

Nous prôtons une perspective globale sur les transformations de notre monde. Pour ce faire, nous évitons à la fois le nationalisme méthodologique et le globalisme méthodologique, en encourageant le dialogue entre des voix, des générations, des perspectives et des traditions de pensée et d'action différentes. Une perspective globale ne signifie pas négliger les luttes locales ou nationales, bien au contraire. Pour être bien renseignée, elle doit s'appuyer sur des analyses des mouvements sociaux et des enjeux aux niveaux local, national et régional. Nous cherchons à faire connaître des expériences alternatives ancrées dans les réalités et les luttes locales, qui peuvent servir d'inspiration à d'autres acteurs sur différents continents et leur

faire entrevoir d'autres avenir possibles. Nous voulons donner à nos lecteurs les clés pour comprendre les mouvements de protestation ou les crises dans des lieux ou des pays qui ne font pas la une des journaux mais dont nous avons beaucoup à apprendre. Nous prêterons également attention à la manière dont des acteurs locaux ou nationaux établissent des liens à un niveau transnational et peuvent avoir un impact au niveau mondial. Nous espérons favoriser la diffusion des théories, des pratiques, des symboles et des répertoires de protestation dans le monde entier.

Pour mieux comprendre les acteurs et les défis de notre monde, il nous faut combiner les différentes échelles d'action et les différents niveaux d'analyse. Une perspective véritablement globale nécessite de mener dans différentes régions du monde un travail de terrain multi-sites, pleinement ancré dans la réalité à la fois locale, nationale, régionale et internationale. Les mouvements sociaux sont influencés par les contextes et les acteurs à ces différents niveaux, en même temps qu'ils contribuent à déterminer les réalités locales, nationales et mondiale. Alors que l'on réduit généralement les mouvements localisés à des conflits d'intérêt purement local, des mouvements comme celui des zapatistes au Mexique – qui a célébré cette année son 30^e anniversaire – ont montré qu'ils ont également une portée mondiale. Avec openMovements, nous cherchons à comprendre comment les luttes et les cultures des mouvements activistes résonnent au-delà des frontières nationales et comment les réseaux transnationaux ont un impact sur les politiques nationales et internationales.

> Sociologie publique

Les chercheurs en sciences sociales ont une contribution particulière à apporter dans un espace public démocratique, et *Dialogue Global* et openMovements se veulent des canaux utiles pour y parvenir. Nous avons besoin de rigueur scientifique et de travaux empiriques à long terme sur le terrain pour comprendre les caractéristiques, les enjeux et les difficultés des luttes ainsi que les conflits au-delà des événements immédiats couverts par les journaux grand public. C'est pourquoi il est essentiel d'ouvrir des espaces où les universitaires ayant mené des recherches approfondies puissent diffuser leurs résultats et leurs perspectives par le biais de textes accessibles à un large public au-delà du monde universitaire.

Avec openMovements, ce qui nous intéresse particulièrement c'est de relier la sociologie des mouvements sociaux à la sociologie générale, en développant des approches qui évitent les pièges de l'hyperspécialisation des sociologues « professionnels » et des avant-gardes intellectuelles. Comme le propose [Michael Burawoy](#), ancien président de l'ISA et fondateur de *Dialogue Global*, la sociologie publique s'efforce d'amener la sociologie à dialoguer avec

des publics au-delà du monde universitaire, dans un dialogue ouvert qui permette aux deux parties d’approfondir leur compréhension des questions d’intérêt public.

> Les nouvelles initiatives d’openMovements

Nous avons fondé openMovements en mars 2015 en tant que projet éditorial, dans un premier temps publié par la principale plateforme médiatique indépendante, openDemocracy. L’objectif étant d’« ouvrir les mouvements sociaux » de trois manières :

- En reliant l’analyse des mouvements sociaux au changement social en général, en considérant l’étude des mouvements sociaux comme un élément essentiel à une meilleure compréhension à la fois des acteurs sociaux spécifiques et de la société dans son ensemble.
- En favorisant une perspective globale, qui mette particulièrement l’accent sur les expériences du Sud et sur la capacité de générer un apprentissage collectif à partir des différentes luttes dans le monde.
- En ouvrant un espace de dialogue entre chercheurs et activistes afin de contribuer à la sociologie publique.

Entre 2015 et 2021, openMovements a publié dans une rubrique de [openDemocracy](#) environ 250 articles d’activistes et de spécialistes en provenance de quelque 30 pays. Grâce à leur format concis, à des analyses bien informées et à une plateforme de publication en ligne dynamique, ces articles ont atteint une vaste audience, à la fois des chercheurs de différents continents et un public plus large de dizaines de milliers de lecteurs composé de simples citoyens, de journalistes, d’activistes et de responsables politiques. Si certains articles s’inscrivaient dans un débat d’actualité, l’intention a toujours été d’aller au-delà d’une simple opinion et d’apporter une analyse rigoureuse. Nous étions également soucieux d’inclure des voix habituellement réduites au silence ou peu représentées dans le débat public et dans le monde universitaire.

Certains de ces articles ont été publiés dans une collection dirigée par des rédacteurs en chef invités (sur des sujets

tels que les crises migratoires, le nouveau répertoire de la répression, la réinvention de la gauche ou les mouvements sociaux pendant la pandémie). Une sélection d’articles a été rééditée sous la forme de cinq livres en anglais ou en espagnol, tous en accès libre : [Protesta e indignación global](#) (2017), [México en movimientos](#) (2017), [Alerta global. Políticas, movimientos sociales y futuros en disputa en tiempos de pandemia](#) (2020), [Social Movements and Politics during COVID-19](#) (2022) et [Chile en Movimientos](#) (2023).

Après cette première phase, openMovements s’apprête à entamer une nouvelle étape au sein de *Dialogue Global*, en cherchant à construire des ponts, de manière plus institutionnalisée, entre la principale association de sociologie mondiale et divers publics. Cette nouvelle étape du projet a intégré deux nouvelles initiatives par rapport au projet initial. Tout d’abord, nous cherchons à offrir une plateforme dynamique où les articles seront d’abord publiés en anglais sur le site web de *Dialogue Global*. Une partie d’entre eux seront intégrés dans l’un des trois numéros annuels du magazine et traduits dans plus d’une douzaine de langues. Enfin, plutôt que de nous appuyer sur une seule plateforme de diffusion, nous chercherons à établir des partenariats avec des médias en ligne du monde entier afin de gagner un public plus large.

Nous vous encourageons à contribuer à cette nouvelle étape d’openMovements. Bien que la priorité soit donnée aux articles individuels, nous accueillons également des séries thématiques dirigées par des rédacteurs en chef invités, rassemblant des contributions d’activistes et de chercheurs en sciences sociales de différents continents. Nous sommes particulièrement intéressés par des articles courts sur les événements récents et les sujets brûlants de la politique mondiale, qui ne soient pas de simples articles d’opinion mais le résultat de recherches sur le sujet et d’observations sur le terrain des processus sociaux et politiques. En d’autres termes, nous avons besoin d’une sociologie publique et globale qui aille de l’avant pour comprendre et affronter tous les défis historiques que nous vivons. C’est ce qu’openMovements a été et veut continuer à être. ■

Toute correspondance est à adresser à l’équipe de *Dialogue Global*
<globaldialogue@isa-sociology.org>

> Comment analyser et comprendre les luttes populaires ?

Laurence Cox, Université de Maynooth (Irlande), **Alberto Arribas Lozano**, Université Complutense de Madrid (Espagne) et **Sutapa Chattopadhyay**, Université Saint-Francis-Xavier (Canada)



Femmes et enfants de la tribu Baiga lors d'une marche de protestation, Inde, 2003. Crédit : Simon Williams, Ekta Parishad / Wikimedia Commons.

Le dernier quart de millénaire de l'histoire mondiale est aussi celui des mouvements sociaux : les luttes anti-impériales qui ont donné naissance à toute une série d'États-nations postcoloniaux, les combats pour une démocratie aujourd'hui sévèrement menacée en de nombreux endroits, les mouvements féministes et LGBTQ+ qui ont fondamentalement remis en cause le patriarcat, la défense des migrants et la lutte antiraciste, les combats pour que soient pris en charge la santé mentale et les handicaps, les mouvements anti-guerre, les luttes de classe de toutes sortes – y compris pour la démocratisation de l'accès à l'éducation et par conséquent à la recherche – etc.

Il y a de bonnes raisons pour que la recherche sur les mouvements sociaux s'épanouisse dans ce contexte. Mais comment bien mener cette recherche ? Dans [le premier manuel des dix dernières années consacré aux méthodes de recherche sur les mouvements sociaux](#) que nous avons codirigé (avec Anna Szolucha, actuellement sur le terrain), nous nous sommes surtout intéressés à la recherche engagée, au Sud global et à la prise en compte des nouveaux chercheurs.

> Recherche engagée et recherche conventionnelle

Les manuels de méthode sont souvent des outils de centralisation de la production purement universitaire. Les mouvements sociaux ont pourtant joué un rôle crucial dans le développement de théories et de méthodologies sociologiques essentielles (marxistes, féministes, queer ou décoloniales, par exemple). La recherche sur les mouvements est donc un domaine particulier, où les praticiens, dont les organisations ont souvent leurs propres activités éducatives, théoriques et de recherche, sont régulièrement exclus des débats, les universitaires essayant d'assurer la respectabilité de leur discipline (c'est-à-dire qu'elle soient considérée propre à être financée et politiquement sûre). Suivant cette logique, les manuels de méthode précédents soit ont adopté un ton purement scientifique, soit ont été très théoriques, offrant des méthodes radicales tout en supposant une formation et un contexte académiques préalables.

Nous avons tenté une approche différente, en invitant des auteurs qui travaillent dans des environnements strictement universitaires à rédiger des chapitres à côté de chercheurs qui travaillent au sein de mouvements et d'autres qui ont une vaste expérience de méthodes de recherche collaborative et engagée de différents types. Nous pensons que le résultat est bien plus représentatif de la véritable richesse et créativité de la recherche sur les mouvements, et de l'engagement de tant de chercheurs en faveur de la justice sociale.

Nous nous réjouissons en particulier d'avoir une section consacrée aux « applications » de la recherche sur les mouvements : Que *font* les mouvements avec la recherche, quelle qu'elle soit ? Trop souvent, cette question a été soit ignorée, soit présentée comme un idéal hautement abstrait, plutôt que d'explorer dans la durée les expériences pratiques des mouvements et des chercheurs engagés – qui sont intéressantes, stimulantes et constituent un point de départ nécessaire pour progresser.

> Mouvements du Sud et du Nord

Comme dans beaucoup d'autres domaines, la recherche sur les mouvements a été dominée par le Nord global – bien qu'il y ait beaucoup plus de mouvements, et souvent beaucoup plus importants, dans le Sud global. Jusqu'à présent, absolument tous les manuels (de langue anglaise) dans ce domaine ont été centrés, pour ce qui est des auteurs et des sujets, sur l'Amérique du Nord ou l'Europe occidentale, et ce, malgré la longue tradition de recherche sur les luttes populaires qui s'est développée dans le cadre des « mouvements sociaux » en Amérique latine, en Inde et en Afrique du Sud, entre autres.

Nous avons accepté de diriger ce nouveau manuel (le premier manuel général depuis une décennie) à la condition d'adopter une perspective plus mondiale – bien que nous ne prétendions pas avoir réussi à le décoloniser. Le fait d'avoir trouvé des financements indépendants pour la traduction et d'avoir travaillé dur pour réviser les textes des auteurs dont la langue maternelle n'est pas l'anglais ne suffit pas à surmonter les problèmes créés par la centralité croissante de l'anglais dans le monde universitaire international. Par ailleurs, les inégalités persistantes qui existent dans les fonds affectés à la recherche ont pour conséquence que des petits pays dont les mouvements ne sont souvent pas particulièrement significatifs (comme l'Angleterre) occupent une place très importante dans l'édition universitaire mondiale.

Ceci dit, nous nous félicitons d'avoir publié le premier manuel dont les auteurs et les thèmes proviennent de tous les continents (à l'exception de l'Antarctique) et qui met en avant la recherche sur les mouvements dans le Sud global et les perspectives autochtones aux côtés d'autres perspectives. Il s'agit d'un premier pas pour offrir une image plus fidèle et plus utile des bonnes pratiques dans le domaine de la recherche sur les mouvements dans le monde entier.

> Soutenir les nouveaux chercheurs

Enfin, les sociologues souvent ne réfléchissent pas assez à la manière dont les personnes qui travaillent déjà dans le domaine peuvent aider d'autres personnes à démarrer, et à la façon dont cela fonctionne. Dans la plupart des pays européens, par exemple, les personnes souhaitant effectuer des recherches sur les mouvements n'auront jamais reçu d'enseignement préalable sur les difficultés propres à

la recherche sur les mouvements – et peuvent se retrouver à rédiger des propositions de recherche ou de financement sans avoir accès aux bibliothèques universitaires, à moins qu'un chercheur bénéficiant déjà d'une subvention ne les recrute dans le cadre d'un projet pré-établi. Dès lors, cela laisse souvent peu de place pour découvrir l'immense variété de la recherche sur les mouvements, et tend à induire les nouveaux arrivants à reproduire ce qu'ils trouvent. Les chercheurs issus de mouvements qui n'ont pas de liens avec des traditions solides de recherche indépendante sont encore plus mal servis.

De ce point de vue, nous sommes très heureux que l'éditeur de recueil ait accepté de rendre notre longue [introduction](#) (12000 mots) disponible gratuitement en ligne. Nous espérons que cela contribuera à démocratiser l'accès à l'ensemble des possibilités et ouvrira les portes à tous les moyens habituels par lesquels les activistes, les chercheurs en dehors des universités et les étudiants du Sud global accèdent à des documents normalement payants.

À un niveau encore plus fondamental, nous avons travaillé dur avec les auteurs pour veiller à ce que les chapitres soient accessibles aux nouveaux venus dans le domaine – ceux et celles qui n'étudient plus depuis longtemps, qui n'ont pas bénéficié d'une formation d'élite, dont l'anglais n'est pas la langue maternelle, ou dont l'attention est tirée dans de nombreuses directions du fait de responsabilités familiales, de luttes politiques ou de pressions du travail. Faire de la bonne recherche sera toujours un effort, mais écrire sur les méthodes ne doit pas revenir à faire étalage de son capital culturel de manière excluante.

L'élaboration de cet ouvrage a été une expérience extraordinaire et émouvante, qui a révélé une partie du travail incroyablement créatif, réfléchi et engagé réalisé dans un si grand nombre de mouvements, de régions et d'espaces universitaires différents. Des universitaires reconnus des pays du Nord global, des personnalités du Sud, des chercheurs engagés dans des mouvements et des chercheurs en début de carrière ont tous répondu avec beaucoup d'énergie et de générosité à ce projet. Nous pensons que ce recueil montre quelques-unes des meilleures façons dont la recherche s'engage auprès des mouvements sociaux, et nous espérons qu'il incitera en particulier les nouveaux venus à participer au débat en cours ainsi qu'aux débats entre chercheurs. ■

Toute correspondance est à adresser à Laurence Cox <laurence.cox@mu.ie>
Twitter: [@ceesa_ma](https://twitter.com/ceesa_ma)

> Pratiques audiovisuelles mayas et décentralisation du savoir

Carlos Y. Flores, Université autonome de l'État de Morelos (Mexique)



Crédit : Carlos Flores, 2006.

Depuis les années 1990, je travaille sur des projets vidéo en collaboration avec des organisations communautaires mayas au Guatemala. Lorsque certains de ces projets ont débuté, le pays sortait de 36 années d'une guerre civile qui s'est achevée en 1996 et s'est soldée par près de 200.000 morts et plus de 45.000 disparus, pour la plupart des membres civils de communautés autochtones. À l'issue de ce conflit armé aux effets dévastateurs, des mouvements sociaux et des organisations mayas ont refait surface pour réclamer des droits et la justice à un État largement non autochtone. La vidéo est devenue un outil éducatif important dans certaines régions, non seulement pour réaffirmer des revendications liées à l'identité ethnique et des revendications politiques, mais aussi pour contrer les récits hégémoniques non autochtones sur leur vie, leur action politique et leurs pratiques culturelles.

Mon rôle en tant qu'anthropologue visuel formé en Occident était d'aider à structurer les récits des matériaux visuels issus principalement de ce qui avait été filmé par les personnes impliquées dans les projets, et de discuter avec elles du processus crucial de montage à partir duquel des messages émergeraient à l'attention de différents publics. D'abord au sein des communautés Maya-Q'eqchi', puis

Maya-K'iche', nous avons produit plusieurs documentaires portant sur les pratiques culturelles, le travail de mémoire et la demande de justice pour les villageois tués pendant la guerre, et enfin nous avons abordé les luttes pour l'autonomie juridique et le respect de leurs propres formes de droit et de résolution des litiges. Mais ce que ces expériences vidéo avec les communautés mayas m'ont permis de comprendre, c'est que les résultats de ce type de collaboration, loin d'être simples, impliquent des interactions et des interprétations complexes, et ce d'autant plus que nos origines socio-économiques et culturelles respectives déterminent des attentes différentes concernant ces projets.

> L'héritage moderne/colonial

Il existe deux dimensions fondamentales qui, à des degrés divers, ont marqué non seulement mon propre travail de collaboration avec les organisations mayas, mais aussi les efforts de nombreux chercheurs travaillant avec les mouvements sociaux, en particulier dans ce que l'on appelle le Sud global. Il s'agit de la modernité et du colonialisme : deux aspects, comme l'ont observé de nombreux chercheurs, d'un même processus, celui de l'expansion de l'Occident. D'une part, la tradition moderne, qui adopte des positions prétendument objectives basées sur la vé-

rité scientifique, a eu tendance à développer des critères et des discours institutionnels particuliers pour constituer des propositions hégémoniques sur la manière d’interagir avec la nature et la vie sociale ; celles-ci ne correspondent pas toujours à la manière dont les gens sur le terrain construisent leurs réalités. Le colonialisme, quant à lui, a engendré une relation de pouvoir inégale entre les sujets sur le terrain et les chercheurs, en plus de naturaliser l’existence d’un « Autre » culturel qui est non seulement différent, mais qui vit également dans des temps et des espaces distincts. Cette séparation a souvent servi à appliquer des codes de domination, d’assujettissement et de différenciation culturelle.

Suivant cette logique, les élites mondiales formées dans la tradition de la pensée libérale/des Lumières de l’Occident se sont historiquement établies comme les citoyens normatifs à partir desquels les « Autres » culturels ont été énoncés et définis. Cette identité assignée de subalternité (comme celle de la race ou du genre) a été naturalisée et est devenue presque invisible moyennant l’imposition d’une « universalité » censée pouvoir construire des réalités objectives. Il est clair que les sujets sur le terrain qui collaborent avec les chercheurs dans des contextes d’inégalité sociale ont vu réduites leurs possibilités d’affirmer leur vision de la manière dont leur vie et celle de leur communauté ont été conçues à partir des centres de pouvoir.

Le fait d’élaborer du matériel audiovisuel en collaboration avec les vidéastes mayas m’a permis de comprendre comment les relations de pouvoir définissent au plan conceptuel la manière dont les choses sont comprises ou non dans une société donnée, ce qui, à son tour, valide et privilégie certaines formes de connaissance par rapport à d’autres. Par exemple, les cinéastes mayas et les autorités communales considèrent les pratiques juridiques des Mayas K’iche’ comme faisant partie d’un système intégral fondé sur les valeurs, les principes et les visions du monde mayas, contrairement à l’image dominante d’une « justice sommaire » que les médias donnent fréquemment du droit autochtone.

> De nouvelles approches

Dans ce contexte de domination épistémique, les approches autoréflexives et révisionnistes au sein des sciences sociales développent un point de vue critique et fécond sur les objectifs, les visées et les méthodes de la recherche visuelle. Il est désormais possible de réinven-

ter de nouveaux modes de relation et de collaboration, ce qui génère des pratiques et des projets plus créatifs pour les projets de recherche visuelle en général. Les clivages entre chercheurs et « Autres » culturels se sont également amoindris : de plus en plus de chercheurs soit travaillent dans des projets communs avec les communautés qu’ils étudient, soit maintiennent différents degrés d’appartenance à ces communautés. Leurs pratiques sont influencées par leur identification culturelle, leur formation universitaire et leur positionnement politique. Cette évolution porte en elle la promesse, pas toujours tenue, d’interactions moins hiérarchiques et plus horizontales entre les participants à ce type de projets de recherche.

La recherche en sciences sociales tend à privilégier le texte écrit, ce qui rend ses résultats inaccessibles aux communautés qui ont un faible niveau d’alphabétisation ou qui sont peu familiarisées avec les tropes et les cadres dominants de la modernité. Dès lors, l’utilisation de ressources audiovisuelles pour la recherche sociale revêt une importance particulière pour réduire la distance entre les participants aux projets de recherche, dans la mesure où elles peuvent faciliter la construction collaborative des résultats de la recherche et fournir des espaces où les points de vue de personnes issues de milieux et d’expériences culturels distincts peuvent se rencontrer. Ce type de résultats de recherche peut circuler plus largement parmi des publics qui ont une relation différente avec les mondes basés sur l’écrit. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, de nombreuses expériences de collaboration entre chercheurs et communautés locales utilisant les médias audiovisuels peuvent aider les mouvements sociaux à mieux défendre leurs intérêts et leurs revendications dans les domaines de l’éducation, de la politique, de l’économie, du territoire, du droit, de l’environnement et de la culture.

Ce qui se joue ici est donc la possibilité de structurer et de valider socialement des pratiques permettant d’articuler des épistémologies alternatives – en l’occurrence, les revendications mayas – et des vidéos collaboratives et intertextuelles. Ces modes de compréhension de la réalité ne doivent pas être considérés comme radicalement différents ou incommensurables avec les normes hégémoniques. Le défi consiste plutôt à décentrer la validation de la production de connaissance et celle des pratiques sociales et des mondes vécus qui existent en marge des cultures dominantes. ■

Toute correspondance est à adresser à Carlos Y. Flores <carlosyflores@aol.com>

> Mise en contexte de l'escalade meurtrière israélo-palestinienne

Lev Grinberg, Université Ben-Gourion du Néguev (Israël) et Dartmouth College (États-Unis)



« La guerre n'a pas de vainqueurs ». Crédit : Zo Haderech.

Après le massacre de civils israéliens, y compris d'enfants et de personnes âgées, le viol de femmes, et la mutilation et la combustion de corps perpétrés le 7 octobre dernier par le Hamas, la réaction de la population en Israël a été la suivante : « Ne me parlez pas du contexte de l'occupation et du siège de Gaza,. Oubliez les théories critiques du colonialisme et du colonialisme de peuplement ».

On a pu observer un même manque d'intérêt pour le contexte après le bombardement et le meurtre par l'armée israélienne de milliers de civils palestiniens, femmes et enfants compris, qui ont entraîné la destruction de quartiers entiers et chassé 1,9 million de Palestiniens de leur foyer. La décontextualisation, dans ce cas, a consisté à ignorer le massacre de civils perpétré par le Hamas et les djihadistes dans le sud d'Israël, voire à soutenir qu'il n'avait pas

eu lieu du tout, malgré les vidéos montrant les atrocités produites par les combattants du Hamas dans le but de terroriser les Israéliens, dans ce que j'appellerais le style de Daech.

Notre position morale doit être claire : aucun contexte ne peut justifier le meurtre intentionnel de civils, qui est un crime de guerre. Il n'y a pas de contradiction, selon moi, entre une attitude morale et une attitude politique. Le concept théorique de [dynamique de l'espace politique](#) que j'ai développé pour analyser le cas israélo-palestinien, permet d'analyser à la fois les ouvertures politiques et les options violentes, tout en adoptant une position morale et politique claire contre la violence.

Il faut tenir compte du contexte si l'on veut analyser la violence meurtrière. Il est important à la fois pour com-



prendre la dynamique qui a conduit à l'actuel cycle de violence et pour tenter de contenir de nouvelles escalades. Je vais brièvement expliquer comment les scènes politiques aussi bien israélienne que palestinienne se sont retrouvées dominées par des élites religieuses fanatiques prêtes à lancer une guerre totale jusqu'à la victoire. C'est l'objectif déclaré à la fois des dirigeants du Hamas et du gouvernement israélien, et c'est un désastre pour les deux peuples et pour la région. À la fin de cet article, j'évoquerai une possible issue pacifique à la guerre actuelle.

> Le contexte théorique

Dans son étude comparative de 17 cas de nettoyage ethnique meurtrier, [Michael Mann](#) montre qu'ils ont lieu lorsqu'un groupe ethnique se sent menacé et que trois conditions politiques sont réunies : 1) une élite politique radicale, 2) des groupes paramilitaires organisés, et 3) un soutien important de la société. Dans quelles conditions deux camps s'engagent-ils dans une guerre totale l'un contre l'autre ? Premièrement, ils doivent croire qu'ils peuvent gagner et deuxièmement, espérer compter sur le soutien de forces internationales extérieures.

Le colonialisme de peuplement est particulièrement meurtrier, comme on a pu le constater aux États-Unis et en Australie. Toutefois, le conflit israélo-palestinien est beaucoup plus complexe et est interprété à tort comme un simple cas de colonialisme de peuplement. Le cas israélien comprend les deux types de colonialisme, le colonialisme de peuplement et le colonialisme « classique », qui implique la domination militaire et économique. C'est également devenu un conflit national lorsque les Juifs, fuyant l'antisémitisme en Europe de l'Est, ont tenté de construire un État-nation dans leur patrie ancestrale, et que la population palestinienne locale [a résisté à son déplacement](#) et à son assujettissement. Ces dernières années, les deux mouvements nationaux se sont retrouvés dominés par des fanatiques religieux.

En fusionnant ces outils analytiques, on peut comprendre à la fois le contexte de l'actuelle explosion de violence et les développements dangereux qui ont suivi le 7 octobre. Il n'est pas possible de contenir la violence et de rechercher des solutions politiques si l'on ignore les complexités locales de cette situation particulière.

> Le contexte international

Le contexte international est essentiel pour comprendre les stratégies des deux parties. Il est clair que depuis qu'Israël a redéployé l'armée autour de Gaza il y a 18 ans, [les États-Unis, l'Union européenne et les régimes arabes conservateurs](#) ont toléré les bombardements aériens périodiques d'Israël en réaction aux attaques du Hamas comme des actes légitimes de légitime défense, sans tenir compte du contexte de siège et d'étranglement économique.

Les accords d'Abraham engagés par Donald Trump entre les États arabes et Israël sont des accords de paix qui, en passant sous silence l'assujettissement et l'oppression des Palestiniens, constituent le contexte adéquat pour comprendre la radicalisation des fanatiques religieux israéliens et du Hamas : A) Le fait de passer sous silence la question palestinienne a conforté les tendances les plus extrémistes et expansionnistes de la politique israélienne dans [l'illusion](#) qu'elle peut continuer sans fin le siège de Gaza, et poursuivre l'expansion des colonies en Cisjordanie en déplaçant les Palestiniens. B) En réaction aux accords d'Abraham, le Hamas s'est appuyé sur le soutien de l'Iran et a tenté d'unir les Palestiniens et de les conduire à une résistance armée nationale.

Ces deux processus ont culminé avec le massacre du 7 octobre perpétré par le Hamas et la violente riposte israélienne. Il est clair aujourd'hui que personne ne peut ignorer la question palestinienne et la situation désespérée de Gaza. Étant donné l'absence, d'un côté comme de l'autre, de leadership politique légitime capable d'apporter des solutions pacifiques, le caractère global du conflit pourrait conduire à une intervention internationale plus positive et plus équilibrée.

> Le contexte local

Le système israélien de contrôle des Palestiniens a été restructuré à la suite du retrait unilatéral de Gaza en 2005, établissant ce qui a été interprété comme une « tension stable » avec de violents affrontements sporadiques (appelés « rounds ») tolérés par la communauté internationale. Les Palestiniens sont divisés en quatre communautés politiques soumises à des régimes de domination différents : les citoyens israéliens, les habitants de Jérusalem et les deux groupes les plus importants sous domination militaire, répartis entre ceux sous l'autorité du Hamas dans la bande de Gaza assiégée, et ceux administrés par l'Autorité palestinienne (AP) du Fatah dans les villes de Cisjordanie.

Les deux élites politiques palestiniennes ont des obligations administratives envers leur population civile et dépendent d'Israël pour leur survie économique et de l'armée pour leurs déplacements. Il existe deux grandes différences entre elles. D'un côté, l'AP est restée attachée aux accords de paix, a coopéré avec les forces de sécurité israéliennes et a poursuivi ses efforts diplomatiques pour reprendre des négociations pacifiques, et n'a cessé de perdre de sa légitimité. De l'autre, [le Hamas a joint](#) les efforts politiques à la résistance armée, améliorant ses capacités militaires d'un round à l'autre et gagnant en popularité. Quant aux citoyens palestiniens, dominés par des élites autoritaires soutenues directement ou indirectement par le régime israélien, ils ont été neutralisés tant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Les citoyens israéliens ont eux aussi été pris au piège par des élites politiques conservatrices, qui méprisaient le

système de contrôle du « diviser pour régner », sans avoir besoin de visions pacifiques de l’avenir. Netanyahu a donné la priorité au Hamas parce qu’il a réussi à gagner en popularité à chaque nouvelle confrontation violente. Seule une force politique israélienne a une vision de l’avenir : les fanatiques messianiques qui cherchent à étendre leur domination et à démanteler à la fois l’Autorité palestinienne en Cisjordanie et le Hamas à Gaza.

En l’absence de visions politiques alternatives, les principales différences sont apparues [entre les forces militaires au pouvoir en Cisjordanie](#) : d’une part, les élites sécuritaires israéliennes cherchant à maintenir la coopération avec l’AP pour contrôler la population civile et, d’autre part, les colons messianiques fanatiques armés qui cherchent constamment à déplacer les Palestiniens et à saboter la coopération entre les forces de défense israéliennes et l’AP.

Le système politique israélien a été paralysé durant cinq élections consécutives entre 2019 et 2022, dans une impasse entre le bloc formé par Netanyahu avec les extrémistes fanatiques et le bloc anti-Bibi [Netanyahu], qui a utilisé l’hostilité primaire contre lui, en l’absence d’une vision politique alternative.

La formation d’une coalition extrémiste en décembre 2022, la législation antidémocratique et l’attribution de fonctions ministérielles aux leaders les plus extrémistes des colons fanatiques, Smotrich et Ben Gvir, ont provoqué des mobilisations civiles sans précédent contre le gouvernement. Les manifestants se sont associés aux élites militaires contre les colons fanatiques, et des unités entières de réservistes se sont organisées et ont déclaré qu’elles refuseraient de servir dans une armée dirigée par un gouvernement extrémiste.

Presque tous les agents des services de sécurité, y compris le chef d’état-major Halevi et le ministre de la Défense Gallant, ont averti M. Netanyahu que les tensions internes

encourageraient le Hamas à attaquer, mais il n’a pas tenu compte de ces avertissements. Chaque jour depuis le 8 octobre, Netanyahu se voit rappeler sa négligence, ce à quoi il répond que les « questions politiques » doivent être reportées jusqu’à la fin de la guerre. De toute évidence, il n’a aucun intérêt politique à mettre fin à la guerre, qui conduirait à une commission d’enquête sur sa négligence, et ses partenaires politiques n’ont aucun intérêt à mettre fin à la guerre étant donné que leur objectif est de déplacer les Palestiniens et d’étendre la colonisation juive dans les zones évacuées.

> Comment mettre un terme à la guerre et développer une vision pacifique alternative ?

La question est de savoir comment arrêter la guerre alors même que les extrémistes sont au pouvoir dans les deux camps et cherchent la défaite totale de l’ennemi, et que les modérés des deux camps n’ont ni leadership, ni légitimité, ni visions pacifiques alternatives.

Le moment est venu d’opérer un changement paradigmatique dans l’attitude internationale à l’égard d’Israël et de la Palestine : premièrement, en imposant un cessez-le-feu et l’échange d’otages et de prisonniers ; deuxièmement, en parvenant à un accord de non-belligérance (*Hudna*) et en commençant à reconstruire Gaza ; et troisièmement, en commençant à instaurer la confiance dans les rapports diplomatiques et politiques en prenant en considération les deux attentes nationales : le besoin d’indépendance palestinienne et le besoin d’apaiser l’insécurité existentielle d’Israël.

Selon moi, le modèle d’intervention devrait être l’accord de paix négocié en Irlande du Nord par les gouvernements britannique et irlandais. Dans notre cas, les intermédiaires devraient être les États-Unis, l’Égypte et l’Arabie saoudite, en utilisant des modèles de [partage du pouvoir](#) allant au-delà de la formule des deux États. ■

Cet article est basé sur une communication présentée le 29 novembre 2023 dans le cadre d’une série de panels organisés par Virginia Tech sur le conflit israélo-palestinien, et a été révisé par l’auteur le 17 janvier 2024.

Toute correspondance est à adresser à Lev Grinberg <grinlev@gmail.com>

> L'étrange retour de l'État interventionniste

Paolo Gerbaudo, Université Complutense de Madrid (Espagne)



Crédit : Pixabay.

L'une des tendances politiques les plus surprenantes de la fin des années 2010 et du début des années 2020 a été le retour de l'interventionnisme de l'État dans l'économie. Après plusieurs décennies au cours desquelles l'idée que l'État devait intervenir le moins possible dans l'économie constituait un article de foi bipartisan, la nécessité d'un État actif semble à nouveau acceptée – pour le meilleur ou pour le pire.

Les exemples de cette tendance sont multiples, et dans certains cas, bien visibles, mais, étonnamment, ce qu'elle implique n'a pas été pleinement tiré au clair. Tandis que durant l'âge d'or du néolibéralisme, il existait un fort consensus sur la nécessité d'établir un marché libre mondial, depuis la crise financière de 2008, de nombreux pays ont érigé de nouveaux tarifs douaniers et de nouvelles barrières réglementaires. Alors qu'il a longtemps été considéré que l'État ne devait pas intervenir dans l'économie, aujourd'hui les gouvernements pratiquent ouvertement une politique industrielle, plus précisément dans l'idée que le gouvernement doit décider des priorités économiques du pays, promouvoir l'excellence technologique et veiller à ce que les capitaux soient canalisés vers les secteurs stratégiques. Enfin, alors que pendant des décennies, les responsables politiques ont progressivement réduit les investissements publics, entraînant le délabrement de nombreuses infrastructures, il existe aujourd'hui un large consensus sur la nécessité de renforcer les investissements publics, comme en témoignent le plan de relance « Next Generation EU » ou les programmes économiques de l'administration Biden (les dits « Bidenomics »), qui visent à accélérer la transition verte et numérique.

Que faut-il penser du retour de l'interventionnisme étatique, qui a été décrit comme un « nouveau consensus de Washington » (par opposition au « consensus de Washington » néolibéral) ? Faut-il considérer ces changements de discours et de politiques comme un simple changement tactique, peut-être temporaire, au sein du consensus néolibéral ? Ou s'agit-il plutôt des signes d'un changement de politique plus structurel et à long terme ? Jusqu'à présent, ces changements ont surtout été perçus, en particulier à gauche et parmi les économistes politiques critiques, comme des rectifications de parcours limitées qui restent fondamentalement conformes à l'esprit général de l'économie néolibérale.

Au contraire, je soutiens que ces tendances constituent les manifestations d'une profonde transformation du capitalisme contemporain et des démocraties capitalistes. Ces changements indiquent que l'accord bipartisan sur l'intervention du gouvernement qui a dominé l'âge d'or de la mondialisation a été – au moins partiellement – modifié et que, dans cette période agitée, il est largement admis qu'une intervention plus vigoureuse de l'État est nécessaire. Cependant – et c'est là un point crucial – cela ne signifie pas que ce changement et le retour de l'État constituent intrinsèquement une transformation positive ou quoi que ce soit qui ressemblerait à une évolution vers le socialisme. En fait, comme nous le verrons, les nouvelles politiques interventionnistes ont été dans la plupart des cas menées dans l'intérêt des plus riches et des grandes entreprises.

Ce changement de paradigme invite les sociologues à remettre en question certaines hypothèses de départ qui se sont imposées dans les débats politiques au cours des

>>

dernières décennies. Il conviendrait de réexaminer la notion largement acceptée selon laquelle nous vivons dans une société dominée par le « marché libre », dans laquelle la concurrence effrénée et les mécanismes impersonnels du marché dominant tous les aspects de notre vie. Comme les événements récents l'ont montré, le marché est tout sauf « libre », car il est dominé par des oligopoles puissants qui bénéficient souvent du soutien des décideurs politiques. Qui plus est, la mise en œuvre même des mécanismes de marché a été, à bien des égards, une forme spécifique de « politique d'État », destinée à atteindre, par des moyens économiques, des objectifs politiques donnés. Maintenant que cette intervention de l'État est devenue plus visible, le caractère politique de ces mécanismes est également devenu plus apparent, et le fantasme d'un « marché libre » devient plus difficile à maintenir. Le tournant épistémique induit par le retour de l'interventionnisme, à savoir la manière dont il rend plus manifeste le caractère politique des décisions économiques, pourrait avoir des conséquences importantes sur la mobilisation politique, en réduisant la capacité des détenteurs du pouvoir à prétendre qu'ils ne font que gérer les conséquences locales des pressions du marché.

> Dépasser l'illusion du « marché libre »

L'ère néolibérale, qui a débuté dans les années 1980, s'est ostensiblement présentée comme l'ère du « gouvernement réduit » et des « marchés libres » : une ère où la plupart des orientations de la société seraient décidées en suivant des principes du marché tels que la concurrence économique et le mécanisme des prix. Cette description sociologique reflétait le point de consensus le plus caractéristique de l'idéologie politique, qui reposait sur la glorification du marché et le dénigrement de l'État. Entre les années 1980 et le début des années 2000, un large consensus s'est cristallisé sur cette question, allant des « adeptes précoces » parmi les néo-conservateurs comme Margaret Thatcher et Ronald Reagan aux imitateurs parmi les leaders de la « troisième voie » comme Bill Clinton, Tony Blair et Gerhard Schröder.

L'argument de nombreux critiques de l'époque selon lequel les politiciens de centre-gauche et de centre-droit étaient néolibéraux, a mis en évidence un point essentiel. De larges pans de l'échiquier politique, aussi bien de centre-gauche que de centre-droit, ont adhéré à l'idée que dans les « temps nouveaux » de la « fin de l'histoire », ou à l'ère du « post » (post-modernité, post-idéologie, post-classe, pour citer quelques-unes des expressions les plus en vogue), l'État, en tant qu'instrument principal de ce qui était révolu, devait se rétracter. Dans le même temps, il fallait laisser libre cours à l'initiative « spontanée » attribuée à la « société » (ou mieux, à la « société civile » pour préciser qu'il s'agissait de la société indépendamment de l'État) et au marché. L'intervention discrétionnaire de l'État dans les affaires économiques héritée de l'ère fordiste – son appareil de planification, la propriété de l'État, et la

sécurité sociale généralisée – était considérée comme un obstacle à l'épanouissement de l'initiative privée.

Les choses se sont compliquées dès lors que l'observateur est passé des sommets de la tour idéologique au niveau plus prosaïque du détail des politiques publiques et des processus économiques. La mise en œuvre la plus conséquente de ce plan a consisté en l'explosion de la mondialisation économique. Les échanges et les investissements mondiaux ont connu une croissance considérable sur fond d'abaissement des barrières commerciales et de disparition des contrôles sur les capitaux, manifestations dans un cas comme dans l'autre d'un État « non interventionniste » ou du « laissez-faire ». Mais la mondialisation a été loin d'être « spontanée ». Dans tous les pays, cette évolution a été rendue possible grâce à des dirigeants politiques qui ont adopté des lois, privatisé des entreprises, créé des zones de libre-échange et « assaini » les finances publiques afin de rendre l'économie de leurs pays « adaptée à la mondialisation ».

Alors que la mondialisation s'est trouvée confrontée à un certain nombre de crises successives (financière, climatique et maintenant géopolitique), il est rapidement apparu que les néolibéraux au sein de l'État n'en voulaient pas à l'État dans son ensemble, mais s'opposaient plutôt de manière sélective à ce que Poulantzas a décrit comme les appareils sociaux et économiques de l'État, ceux qui s'étaient développés à l'époque de la social-démocratie et auxquels on devait de nombreuses améliorations concrètes des conditions de vie de la majorité des citoyens. Pour autant qu'on puisse en juger, l'appareil répressif de l'État (l'armée, la police, les prisons, etc.) n'a cessé de croître au cours de l'ère néolibérale. Outre les épisodes les plus tristement célèbres de cette époque, comme la dictature de Pinochet au Chili, qui alliait économie néolibérale et assassinat d'opposants politiques, nous avons assisté à la montée d'un « État pénal », comme l'a montré le [sociologue Loïc Wacquant](#), et à l'augmentation des taux d'incarcération dans des pays comme les États-Unis. Un État moins « social » signifiait un État plus répressif.

En ce qui concerne la politique économique, l'État s'est en permanence vu assigner un rôle secondaire. L'intervention de l'État était étroitement limitée à des fins de « régulation », avec une forte suspicion à l'égard de toute politique économique proactive, considérée comme s'engageant dans la tâche dangereuse de « choisir les gagnants » et d'« évincer les investisseurs ». Pourtant, comme le soutiennent depuis longtemps les théoriciens de la régulation, même la soi-disant « dérégulation » est une forme de régulation, mais une régulation qui, outre ses effets économiques notables (marchandisation, création d'oligopoles, etc.), a également d'importants effets idéologiques : faire croire aux gens que l'économie ne relève pas de la politique, mais uniquement du libre jeu des forces du marché. Si au cours de l'histoire, il y a toujours eu des « marchés »

– comme l’a affirmé l’école des Annales d’histoire économique – il n’y a pratiquement jamais eu de « marché libre ». Le marché est en permanence encastré dans la société, [comme le soutenait Polanyi](#). Le retour de la main visible de l’État dans les périodes d’interventionnisme explicite de l’État fournit de multiples preuves permettant de réfuter ce mythe pernicieux.

> Le nouvel État planificateur et ses implications politiques

Les crises récentes projettent le retour de ce que le néolibéralisme a réprimé : l’État interventionniste. Les crises vécues depuis la crise financière de 2008 ont vu les gouvernements adopter un rôle beaucoup plus proactif que celui auquel nous avons été habitués. Un exemple révélateur des grands plans d’investissement observés aux États-Unis et au Royaume-Uni est la quantité importante de ressources financières qui leur sont consacrées et la façon dont ils adoptent, dans leur nom même, le terme de « plans ». Un peu partout, les plans se multiplient : pour la transition climatique, l’énergie solaire, la numérisation, la recherche sur les semi-conducteurs, etc.

Ces plans, à leur tour, s’articulent souvent autour de diverses « missions », selon une expression popularisée par l’économiste italienne [Mariana Mazzucato, théoricienne de « l’État entrepreneur »](#). Cela semble aller à l’encontre de la suspicion générale à l’égard des plans et des planifications de toutes sortes, considérés comme des résidus de l’échec de « l’économie planifiée » et du modèle économique soviétique. Les investissements majeurs réalisés en Occident dans la technologie des micro-puces sont particulièrement significatifs. Aussi bien les États-Unis que l’Union européenne ont entrepris de produire localement des puces dont la fabrication était jusqu’à présent concentrée en Asie du Sud-Est. Ces choix n’ont pas de sens d’un point de vue purement économique ou de marché : les puces sont produites à Taïwan parce qu’il est beaucoup moins cher de les produire là-bas. Mais ils répondent à d’autres considérations qui, tout en étant « anti-économiques » à court terme, ne peuvent être négligées, telles que des considérations de suprématie technologique, de sécurité nationale, etc.

Ce retour à l’investissement public et aux projets de planification est significatif si l’on se réfère à certains principes néolibéraux connus. Comme l’a fait remarquer Michał Kalecki, les capitalistes n’aiment pas les investissements publics car ils pensent que toutes les décisions d’investissement devraient être leur monopole. La planification et « l’État planificateur » étaient une cible tradi-

tionnelle des attaques de néolibéraux comme Hayek et von Mises, qui considéraient la planification, sous quelque forme que ce soit, comme la manifestation d’une forme majeure d’hubris, marquée par la prétention des responsables politiques de décider de choses que seul le marché devrait être habilité à choisir. La planification n’a pas été abolie, mais [transférée en grande partie de l’État à des multinationales, telles que Walmart](#). Cependant, cela ne signifie pas que ce retour de la « main visible » de l’État soit nécessairement positif.

Par exemple, les « Bidenomics » ont beau réaffirmer l’importance stratégique des investissements publics, ces programmes sous-traitent les travaux publics, laissant mener ces projets par des entreprises privées. En outre, aux États-Unis comme dans la plupart des autres pays, il n’est pas question que l’État prenne le contrôle des « hautes sphères » de l’économie, comme ce fut le cas avec l’État interventionniste de l’après-guerre. La bataille pour la récupération de la propriété publique des entreprises stratégiques est encore devant nous (bien que dans des pays comme la France et l’Espagne, il y ait eu un mouvement partiel dans ce sens). En outre, ce retour de l’État interventionniste est fortement contesté, comme le montre la montée en puissance du politicien libertaire Javier Milei en Argentine autour d’un programme précisément axé sur la dénonciation de l’intervention de l’État dans l’économie. Pourtant, à maintes reprises, des politiciens comme Milei se retrouvent à revenir sur leurs promesses intenables de « détruire l’État », révélant ainsi à quel point le soi-disant « marché libre », loin d’être spontané, repose toujours sur l’intervention occulte de l’État. Comme c’était le cas pour les néolibéraux d’autrefois, les libertariens comme Milei ne cherchent pas véritablement à « détruire l’État » mais plutôt à délégitimer son utilisation démocratique.

S’il y a une lueur d’espoir dans la conjoncture « néo-étatiste » actuelle, c’est le fait que désormais « le roi est nu ». L’implication de l’État dans l’économie n’est plus nimbée des illusions du « marché libre », comme cela a été le cas dans un passé récent, et le rôle décisif de l’État dans la structuration de l’économie et l’atténuation de ses inégalités est visible par tout le monde. Ce tournant épistémologique peut offrir aux forces progressistes de nouveaux moyens de pression et des objectifs de mobilisation, tout en faisant prendre conscience aux citoyens que l’économie n’est pas un phénomène naturel ou spontané, mais qu’elle est profondément imbriquée dans les décisions politiques. Alors que le fantasme d’une société de marché s’estompe, les conditions sont réunies pour repenser ce que pourrait être une politique démocratique dans les circonstances actuelles. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Paolo Gerbaudo <paolo.gerbaudo@ucm.es>
Twitter: [@paologerbaudo](#)

> L'autoritarisme de la méritocratie

Fabrizio Maciel, Université fédérale Fluminense (Brésil)



| Crédit : Freepik.

Dans le monde moderne, la méritocratie a toujours été louée comme un système moral supérieur et le plus efficace pour lutter contre les inégalités. Pour ses défenseurs, sa grande vertu réside précisément dans le fait qu'elle offre à chacun de réelles chances de monter dans l'échelle sociale, ce qui revient à briser les barrières de l'injustice sociale imposées par les inégalités d'origine. Par conséquent, pour construire un scénario plus égalitaire et inclusif, il suffit de combiner les efforts individuels et les possibilités offertes par une société méritocratique.

Rien pourtant n'est plus illusoire que cette présentation. Lors des recherches théoriques et empiriques que mes collègues et moi-même avons menées ces dernières années au Brésil auprès de cadres de différents niveaux et secteurs travaillant dans des entreprises basées à Rio de Janeiro, nous avons observé exactement le contraire. En plus d'être fragile et trompeuse dans sa promesse la plus fondamentale d'ascension sociale, la méritocratie est aussi profondément autoritaire. Qui plus est, son autoritarisme est implicite et donc plus invisible et efficace que l'autoritarisme explicite des gouvernements d'extrême droite d'aujourd'hui.

> Origine sociale, mode de vie et orientation politique

Avant d'arriver à cette conclusion, nous avons structuré et développé notre recherche sur trois niveaux de base qui

nous ont permis de tester nos hypothèses de départ. Le premier niveau concerne l'origine sociale, qui, en substance, est synonyme d'origine de classe. Sur un échantillon d'une centaine de cadres (incluant un questionnaire en ligne et une enquête sur le réseau social LinkedIn), nous avons immédiatement constaté que la grande majorité de ces cadres – soit plus de 90% – étaient issus de la classe moyenne supérieure brésilienne. Nous avons ainsi identifié le lien entre une origine sociale privilégiée et le fait d'occuper un poste hautement valorisé dans la hiérarchie du travail. Ce seul fait dément les affirmations initiales en faveur de la méritocratie. Il montre qu'au lieu d'être démocratique, la méritocratie est arbitraire dans sa dynamique implicite de reproduction des conditions privilégiées des classes moyennes et supérieures. Wright Mills est parvenu à des conclusions similaires dans la [brillante étude des élites](#) qu'il a menée aux États-Unis dans les années 1950.

Le deuxième niveau de notre recherche portait sur le mode de vie des cadres brésiliens. Nous avons à cet effet étudié leurs habitudes de lecture et constaté que les magazines *Você S/A*, *Forbes Brasil* et *Exame* figurent parmi les favoris de ce public. Après nous être abonnés à ces magazines et les avoir analysés pendant trois ans, nous avons constaté que leur contenu construit et défend de manière systématique ce que nous définissons comme une « mentalité de marché », qui est profondément méritocratique, conservatrice et autoritaire. La défense constante et absolue de l'individu atomisé et de la liberté individuelle finit par favoriser le dé-

veloppement de personnalités autoritaires. Cela est possible parce que la fameuse confiance en soi des « gagnants du marché », magnifiée dans les récits de vie des cadres et des entrepreneurs célèbres, occulte les origines sociales et les trajectoires privilégiées de ces individus qui ont tout sauf le mérite d'avoir conquis les positions de prestige et de pouvoir qu'ils occupent. On ne peut plus autoritaire. Il s'agit d'une forme subtile et efficace d'autoritarisme de marché.

Enfin, le troisième axe de notre recherche concernait l'orientation politique des personnes interrogées. Ici, ce que pensent les gagnants du marché apparaît clairement, reflétant naturellement qui ils sont. Interrogés sur les principaux problèmes de la société brésilienne et du monde d'aujourd'hui, tels que les réformes du travail et des retraites, les causes des inégalités et le rôle des entreprises dans la société, la grande majorité des personnes interrogées ont livré des propos enjolivés très en phase avec le monde de l'entreprise. En bref, ce discours proclame le marché comme le royaume de toutes les vertus et dépeint l'État comme le méchant coupable, responsable de tous les maux de la société. Victimes impuissantes de l'État, les citoyens se retrouvent par conséquent sans autre choix que de se tourner vers le Dieu Marché pour les aider à satisfaire leurs besoins vitaux.

> Une mentalité autoritaire

La relation est évidente entre cet « esprit conservateur », comme le dirait Wright Mills, et le scénario actuel du retour et du renforcement de l'extrême droite à l'échelle mondiale. Cette mentalité autoritaire – qui est également raciste, ainsi que divers aspects de notre recherche l'ont montré – conjuguée à l'*habitus* du monde de l'entreprise qui prévaut parmi les cadres supérieurs et les hommes d'affaires, a joué un rôle fondamental, par exemple, dans l'élection de Jair Bolsonaro en 2018 au Brésil. Son élection, et plus généralement, le soutien au bolsonarisme, reposaient sur un activisme intense d'une grande partie du monde des affaires brésilien et sur un généreux apport financier. La fameuse image de Luciano Hang, président de Havan et soutien électoral bien connu de Bolsonaro, aux côtés duquel il est souvent apparu habillé en costume vert et cravate jaune, est une caricature parfaite de ce qu'est devenue une grande partie de la classe d'affaires brésilienne ces dernières années.

Ce n'est pas un hasard si, en 2018, lorsque nous avons administré une grande partie des questionnaires de l'enquête, la personnalité la plus admirée par les cadres était le juge Sérgio Moro, alors héros de l'opération *Lava Jato* et responsable de l'arrestation de Luiz Inácio Lula da Silva, sans laquelle Bolsonaro n'aurait pas été élu. Ce n'est pas non plus un hasard si Moro est devenu le ministre de la Justice de Bolsonaro et l'une des figures symboliques les plus importantes de l'extrême droite brésilienne. Cela s'explique principalement par l'imaginaire punitif qui prévaut dans la société brésilienne et qui s'accroît en temps de

bouleversements sociaux, généralement marqués par une montée des inégalités.

En outre, des personnalités influentes du monde des affaires brésilien et latino-américain, comme Marcelo Odebrecht, ont toujours été vénérées comme de grands leaders et des hommes intègres : de véritables modèles à suivre, à la fois en tant que professionnels et en tant que personnes. L'arrestation de Marcelo, à l'époque président de l'empire familial Odebrecht, accusé dans le cadre d'un des plus grands scandales de corruption de ces dernières années en Amérique latine, a suscité la stupeur et la consternation parmi les employés de l'entreprise, détruisant ainsi sa réputation de bon père de famille. Il ne s'agit là que d'un cas notable parmi tant d'autres.

Dans l'imaginaire brésilien, des personnalités comme Jorge Paulo Lehmann, estimé à plusieurs reprises par le classement *Forbes Brasil* comme l'homme le plus riche du Brésil, ont toujours été célébrées comme des incarnations de la réussite et de l'honnêteté à imiter. Le récent scandale de la perte de Lojas Americanas, dont Lehmann et ses deux partenaires, Marcel Telles et Beto Sicupira, sont les acteurs principaux et les cerveaux présumés de l'une des plus vastes opérations de fraude du capitalisme à ce jour, remet également en question ces images de réussite. Dans des recherches que nous avons [publiées ailleurs](#), nous avons consacré une partie de nos travaux à l'étude des biographies d'un certain nombre de personnalités connues du monde des affaires brésilien. Outre les figures déjà mentionnées, nous avons analysé les trajectoires d'Eike Batista et d'Abílio Diniz, deux célèbres entrepreneurs du monde des affaires brésiliens. Dans tous les cas, nous avons constaté que derrière leurs brillants parcours, célébrés à la une d'innombrables magazines prônant l'économie de marché, on trouvait des origines de classe extrêmement privilégiées, qui expliquent en grande partie leur « réussite ».

> Trajectoires privilégiées et fiction méritocratique

D'après nos recherches, nous pouvons dire que les cadres dirigeants brésiliens, qui illustrent largement une réalité mondiale, sont représentatifs d'un monde où une véritable « fiction méritocratique » nie les vraies raisons des inégalités. De manière générale, contrairement au discours inclusif, tolérant et durable défendu par le « nouveau capitalisme », ce que nous trouvons dans la pratique est un capitalisme prédateur pour l'environnement, non inclusif et intolérant. Par exemple, certains programmes d'inclusion de façade pour les Noirs que nous avons trouvés au cours de nos recherches, ou des crimes contre l'environnement comme ceux commis à Mariana et à Brumadinho, en témoignent clairement. En ce sens, certains de nos hauts dirigeants auraient beaucoup de comptes à rendre à la société brésilienne. ■

Toute correspondance est à adresser à Fabrício Maciel <maciefabricio@gmail.com>

> Colonialisme médico-légal

Mark Munsterhjelm, Université de Windsor (Canada)

Des chercheurs critiques comme Troy Duster, Duana Fullwiley et Amade M'charek ont démontré que les concepts raciaux ont imprégné la recherche, le développement et la mise en œuvre de la génétique médico-légale. Mon nouveau livre *Forensic Colonialism: Genetics and the Capture of Indigenous Peoples* (McGill-Queens 2023) montre comment des scientifiques influents, d'abord aux États-Unis, puis dans l'Union européenne et en Chine, ont diversement utilisé les peuples autochtones comme ressources et cibles de nouvelles technologies telles que l'inférence de l'ascendance et l'inférence du phénotype (apparence visible), en particulier les Ouïghours du Xinjiang. Les groupes scientifiques (réseaux) de chercheurs, d'universités, d'agences de sécurité et d'entreprises privées qui sont impliqués fonctionnent principalement à partir de récits partagés sur la manière de chasser plus efficacement les criminels et les terroristes au nom du Peuple et/ou de l'Humanité.

Une étude de cas centrale concerne comment Kenneth Kidd, de l'Université de Yale, a utilisé depuis plus de 30 ans les Karitiana et les Surui de l'ouest du Brésil et d'autres peuples autochtones comme des « ressources », selon le terme qu'il utilise. En réaction aux quasi-génocides perpétrés lors de la colonisation brésilienne, ces peuples ont pratiqué des mariages consanguins entre proches afin de reconstituer leurs effectifs et sont génétiquement étroitement liés. Ils ont fait l'objet d'un échantillonnage controversé en 1987. Au début des années 1990, pendant les « guerres de l'ADN », de vifs débats publics ont opposé d'éminents chercheurs en génétique, tels Richard Lewontin et Kenneth Kidd, au sujet de l'introduction de tests génétiques médico-légaux en tant que preuves auprès des tribunaux américains et canadiens. Au cours d'une affaire de meurtre des Hells Angels dans l'Ohio en 1990, les avocats de la défense ont eu accès aux données de Kenneth Kidd sur les Karitiana et les Surui ; eux et d'autres avocats de la défense, y compris ceux d'un tueur en série canadien, ont alors essayé de les utiliser pour mettre en doute la recherche des probabilités de concordance génétique aléatoire qui reliaient les accusés aux scènes de crime. D'éminents scientifiques ont débattu, lors de témoignages devant les tribunaux, de conférences, et dans des articles de revues scientifiques et dans les médias américains, de l'importance des données propres aux peuples autochtones Karitiana et Surui et de la question de savoir si elles signifiaient qu'il pouvait y avoir des différences dans les fréquences des marqueurs génétiques au sein de populations racialement définies en Amérique du Nord.

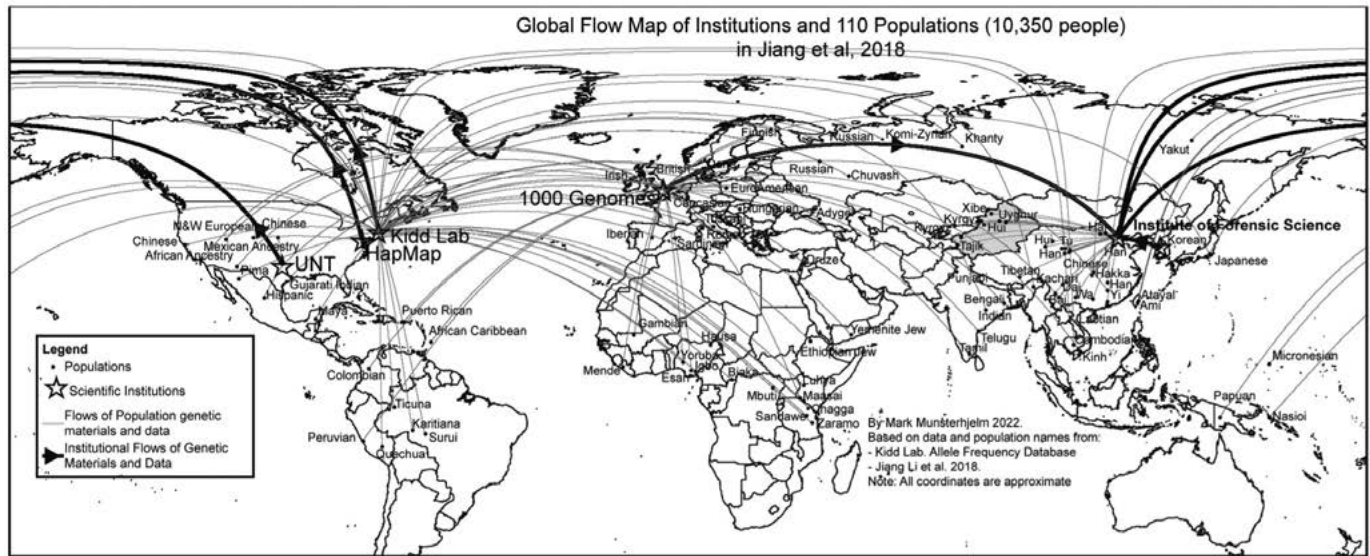
> L'expansion de la génétique médico-légale après le 11-Septembre

Depuis les attentats du 11-Septembre, la croissance rapide des dépenses de sécurité aux États-Unis, dans l'Union eu-

ropéenne et en Chine a favorisé l'expansion de la génétique médico-légale, notamment le développement de l'inférence de l'ascendance et de l'inférence du phénotype (apparence visible). Avant les attentats, la recherche sur l'ascendance et le phénotype était un sujet considéré comme extrêmement polémique d'un point de vue racial. En 2003-2004, invoquant des problèmes liés aux efforts d'identification des victimes du 11-Septembre, le Département de la Justice américain a commencé à financer largement l'ascendance et le phénotype en tant que « marqueurs génétiques alternatifs ». Le Kidd Lab a reçu 8,5 millions de dollars de ces fonds pour développer des panels de marqueurs PSN (polymorphisme d'un seul nucléotide) portant sur l'inférence de l'ascendance et l'identification individuelle. Kenneth Kidd et ses collègues ont notamment déclaré dans un rapport de financement du Département de la Justice américain de 2011 qu'ils avaient utilisé les Karitiana et les Surui, ainsi que d'autres peuples autochtones comme les Mbuti et les Nasioi, comme exemples de différences génétiques pour améliorer la solidité et le potentiel de généralisation de leurs technologies : « Nous avons délibérément inclus dans nos études plusieurs petites populations isolées et consanguines de différentes régions géographiques. »

En 2015, les panels de marqueurs ont été inclus dans les systèmes commerciaux d'analyse génétique médico-légale conçus aux États-Unis. Ces systèmes commerciaux ont été testés sur des sujets autochtones, comme le système Illumina FGx testé sur le peuple autochtone Yavapai de l'Arizona (États-Unis), dont les échantillons ont été prélevés avant le début des années 1990. Les agences de sécurité chinoises ont testé le système Thermo Fisher Ion Torrent sur des Ouïghours, et certains résultats ont été présentés lors de conférences organisées par Thermo Fisher en 2016 et 2017, au moment même où le gouvernement chinois exerçait une répression croissante au Xinjiang.

Après le 11-Septembre, le gouvernement chinois a remplacé les anciennes étiquettes comme celle de « contre-révolutionnaire » et adopté la rhétorique de la lutte mondiale contre le terrorisme, présentant la Chine comme une victime du terrorisme islamique dans le même temps où elle opérait une escalade dans la colonisation, stratégiquement importante, de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. En concordance avec l'escalade de la répression au début des années 2010, l'Institut des sciences médico-légales du ministère chinois de la sécurité publique a coopéré avec Kenneth Kidd pour développer ses panels de marqueurs SNP d'inférence de l'ascendance visant à différencier les Chinois Han, les Tibétains et les Ouïghours. Cette coopération a permis en 2015 à Kenneth Kidd de tester son panel de 55 marqueurs d'ascendance sur des



La contribution du Kidd Lab, avec 2266 échantillons d'extraits d'ADN représentant 46 populations, a considérablement élargi le champ d'action des scientifiques de l'Institut des sciences médico-légales qui ont testé un panel de 27 marqueurs d'inférence de l'ascendance, (Jiang Li et al., 2018). Crédit : Munsterhjelm, 2022.

sujets chinois. En retour, il a fourni des échantillons d'extraits d'ADN cultivés à partir de lignées cellulaires dans le Kidd Lab, pour un total de 2266 échantillons représentant 46 populations (y compris les Karitiana et les Surui). L'Institut des sciences médico-légales utilise ces échantillons pour développer ses propres marqueurs SNP d'inférence de l'ascendance, comme l'atteste un article de 2018 de [Jiang et al.](#) qui a utilisé 10.350 échantillons représentant 110 populations, dont 957 Ouïghours (un sur-échantillonnage important). Depuis le début des années 2010, l'Institut des sciences médico-légales a reçu huit brevets chinois (et trois requêtes) concernant des marqueurs d'inférence d'ascendance, dont certains ciblent directement les Ouïghours et/ou les Tibétains (par exemple CN103146820B et CN107419017B).

Cet intérêt sécuritaire croissant pour les Ouïghours trouvait également sa traduction dans la recherche conjointe de l'Institut des sciences médico-légales avec le Beijing Institute of Genomics et l'Institut partenaire de biologie computationnelle de l'Académie des sciences de Chine et de la Société Max Planck à Shanghai pour développer des technologies de phénotypage ciblant les Ouïghours dans une série d'études impliquant des centaines de sujets ouïghours, publiées entre 2017 et 2019. Les scientifiques du Beijing Institute of Genomics et l'Institut partenaire de biologie computationnelle ont à leur tour coopéré avec le Visible Genetic Traits Consortium, ce qui a concerné un grand nombre de sujets européens (par exemple TwinsUK), australiens et latino-américains. Un article publié en 2018 par [Liu et al.](#) portait sur près de 29.000 sujets, dont quelque 700 Ouïghours.

Les groupes de recherche susmentionnés ont été partiellement perturbés. Depuis 2017, la condamnation internationale des crimes contre l'humanité commis par la Chine

au Xinjiang s'est intensifiée, notamment la condamnation des incarcérations de masse dans des camps de rééducation, la répression de la religion, de la culture et de la langue des Ouïghours, ainsi que le profilage biométrique et génétique de masse. Cette condamnation croissante, qui a fait l'objet d'une couverture internationale dans les rapports de Human Rights Watch et des médias occidentaux, a fini par compromettre la recherche génétique. En 2019, la société Thermo Fisher a annoncé qu'elle cesserait de vendre des produits d'identification humaine se rapportant au Xinjiang. En 2020, en réaction aux tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine, le Département du commerce des États-Unis a imposé des sanctions à l'Institut des sciences médico-légales, contre lesquelles le gouvernement chinois a protesté en les qualifiant d'ingérence dans ses affaires intérieures et d'affaiblissement de la coopération mondiale contre le terrorisme. Les réactions de certains scientifiques occidentaux et chinois impliqués ont consisté à se dissocier de toute nouvelle recherche et à nier avoir mal agi.

Ces importants groupes génétiques médico-légaux ont été impliqués dans des violations massives des droits humains, y compris l'utilisation secondaire non autorisée d'échantillons prélevés il y a plusieurs décennies, ce qui constitue une violation des normes éthiques contemporaines et de la souveraineté et des droits des autochtones (par exemple, l'article 31 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones). L'incapacité à limiter la recherche sur les populations vulnérables a été illustrée par la coopération scientifique avec les agences de sécurité de l'État chinois au sujet des Ouïghours et d'autres peuples du Xinjiang. En conclusion, l'omniprésence de concepts et de hiérarchies à connotation raciale dans la génétique médico-légale nécessite une enquête plus approfondie et un débat public. ■

Toute correspondance est à adresser à Mark Munsterhjelm <markmun@uwindsor.ca>

> Diversité et transparence

dans les instances onusiennes et au-delà

Vitória Gonzalez, Plataforma CIPÓ (Brésil), et rédactrice adjointe de *Dialogue Global*



Le monument intitulé « Turn off the plastics tap » (Fermes le robinet du plastique) de l'activiste et artiste canadien Benjamin von Wong, à l'extérieur du site de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement à Nairobi, au Kenya. Crédit : UNEP/Cyril Villemain.

La diversité doit se refléter dans les postes de direction, dans la sphère publique – aussi bien dans les instances nationales que dans les organisations internationales telles que les Nations unies (ONU) – comme dans la sphère privée. La diversité des expériences, des points de vue et des récits de vie dans les espaces de prise de décision conduit à des discussions et à des options politiques plus inclusives et plus complètes. Autrement dit, la représentativité des individus issus de groupes minorisés est importante, et constitue un élément crucial de la démocratie. Pour les groupes numériquement majoritaires qui sont réduits au silence et socialement discriminés, le fait d'être représentés garantit l'accès aux espaces de prise de décision, rendant par là possible la diffusion de leurs idées et de leurs intérêts.

>>

Ce lien entre la représentation politique des différents groupes sociaux et la démocratie s'explique par le fait que le pouvoir politique n'est pas seulement symbolique, dans la mesure où il confère une légitimité sociale. Il a également une dimension matérielle, puisqu'il permet d'accéder au pouvoir et aux ressources, avec des répercussions concrètes sur la société. C'est pourquoi la possibilité d'être choisi pour des postes de haut niveau et d'avoir un accès effectif aux ressources doit être partagée par des personnes ayant des marqueurs sociaux différents, et cela a un rapport direct avec l'idée de justice sociale.

Dès lors que la formulation de la politique internationale est principalement basée sur les décisions d'hommes blancs du « Nord global », elle tend non seulement à exclure les intérêts, les expériences et les points de vue des groupes minorisés, mais aussi à universaliser les expériences et les points de vue des premiers. Il est donc essentiel de souligner qu'une plus grande diversité dans les postes de direction au sein d'organisations comme l'ONU, en plus d'être une question de démocratie et de justice porteuse d'une forte charge symbolique, est une question technique, en ce sens qu'elle peut améliorer le résultat des politiques menées en offrant des points de vue nouveaux de simples citoyens dans les débats et les enjeux mondiaux contemporains.

Au regard des actions à mener en matière d'environnement et de développement – qui ont une importance déterminante dans le monde entier, a fortiori dans les pays du Sud – il est impératif d'améliorer la représentation. Les pays du Sud global subissent de manière disproportionnée les effets du changement climatique et sont les plus exposés aux problèmes liés à la pauvreté et aux inégalités, aussi bien à l'intérieur de leurs frontières nationales que comparativement aux pays du Nord. Les vulnérabilités, la rareté des ressources et la dépendance à l'égard de secteurs sensibles aux conditions climatiques sont quelques-uns des thèmes à prendre en considération ici.

> La sous-représentation au sein du système des Nations unies

Au sein du système des Nations unies, divers groupes sont sous-représentés, principalement aux postes de direction, et les niveaux de sous-représentation se chevauchent si l'on raisonne en termes d'intersectionnalité. La sous-représentation des femmes et des personnes originaires du Sud global est particulièrement flagrante. Il s'agit d'un problème qui doit être traité sérieusement et rapidement par les différents organes qui composent l'organisation. Dans ce contexte, il faut noter qu'il n'est pas facile de trouver des données et des informations officielles concernant la sélection des candidats, les nominations et le détail des mandats. Cette difficulté limite les possibilités de contrôle par la population – or la transparence est elle aussi une question fondamentale pour la démocratie.

Compte tenu de ce manque d'information, [les recherches](#) récentes menées par le groupe de femmes di-

rigentes Voices for Change and Inclusion (GWL Voices) sur les questions de genre sont extrêmement précieuses. L'étude indique que, depuis 1945, au sein de 33 des organisations multilatérales les plus importantes du monde, 47 femmes et 335 hommes ont occupé des postes de direction. Parmi les institutions analysées, cinq n'ont été dirigées par des femmes qu'une seule fois, et 13 n'ont jamais été dirigées par des femmes, y compris le Secrétariat général des Nations unies. Mais outre l'analyse quantitative, il est important de penser en termes qualitatifs ; par exemple, les femmes ne devraient pas seulement être nommées à des postes liés aux questions de genre ou à des thématiques qui lui sont historiquement liées, telles que l'enfance ou le care (l'aide et les soins à la personne).

En ce qui concerne la nationalité, un [article](#) publié par PassBlue fait ressortir, par exemple, que les postes de direction de cinq organes clés de l'ONU (le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau de la lutte contre le terrorisme et le Département des opérations de paix) sont occupés par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Cela crée et approfondit un monopole, et renforce les différents déséquilibres de pouvoir.

Une [synthèse](#) récemment publiée par Blue Smoke, intitulée « Unveiling Inequalities: A spotlight on senior appointment at key UN environment and development bodies » [Lever le voile sur les inégalités : Coup de projecteur sur les nominations à des postes de haut niveau dans les principaux organes des Nations unies pour l'environnement et le développement]¹, met en lumière le manque de transparence et de diversité dans les nominations aux postes de direction au sein de quatre entités des Nations unies : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Convention sur la diversité biologique (CDB). Ces quatre organes jouent un rôle essentiel sur les questions d'environnement et de développement, en particulier sur la question de l'urgence climatique. Étant donné que les populations du Sud subissent de manière disproportionnée les effets du changement climatique, et que cela est particulièrement vrai pour les femmes et les jeunes filles, il est impératif de réfléchir aux degrés de représentation des régions et des sexes au sein de ces entités. La note de synthèse souligne également le fait que, dans l'ensemble de ces quatre organismes, seuls 20% des hauts responsables étaient des femmes et 40% en moyenne étaient originaires du Sud global.

Depuis 1966, le PNUD a eu neuf administrateurs. Parmi eux, une seule femme, et un seul administrateur originaire d'un pays du Sud. Depuis 1972, le PNUE a eu huit directeurs exécutifs : trois sur huit étaient des femmes, et deux sur huit étaient originaires du Sud. La FAO, quant à elle, a eu neuf directeurs généraux depuis 1945 ; parmi eux, cinq

étaient originaires de pays du Sud, mais aucun n'était une femme. Enfin, la CDB a eu sept secrétaires exécutifs depuis 1993 ; six d'entre eux étaient originaires de pays du Sud et trois étaient des femmes. Le déséquilibre est donc persistant et révèle différents mécanismes de pouvoir.

> La représentativité, un élément essentiel pour relever les défis de notre temps

Le déséquilibre des pouvoirs dans la représentation et la représentativité est donc une préoccupation constante. C'est une question qui peut être extrapolée à partir de ces quatre cas analysés, et qui inclut des marqueurs sociaux autres que le genre et l'origine géographique, tels que la race et la religion. Il s'agit donc d'une question qui doit être rendue plus visible. En ce sens, les processus de sélection pour les postes de direction (ainsi que pour l'ensemble du personnel) au sein de l'ONU doivent être plus transparents, équitables et démocratiques ; les nominations à ces postes devraient être basées davantage sur les expériences de vie et les capacités techniques des candidats que sur leurs contacts personnels ou des marchandages politiques. Concernant en particulier l'urgence climatique, il est crucial de garantir une plus grande représentativité pour faire face aux défis liés à l'environnement et au développement.

Pour concevoir différents mécanismes mondiaux qui tiennent compte des particularités locales et soient en mesure de toucher les populations des territoires les plus vulnérables et de répondre à leurs besoins, il est fondamental que ces mêmes populations soient représentées au niveau de l'élaboration des politiques. En soutenant la diversité dans les postes de responsabilité, nous contribuons à la démocratisation de ces processus décisionnels et à l'amélioration de l'efficacité globale de l'action pour le climat. Les connaissances et les technologies écolo-

giques locales constituent un exemple de la manière dont ces efforts peuvent être mis en œuvre. Autre exemple : les projets visant à produire des données citoyennes qui permettent à des personnes issues d'horizons différents et dotées de visions du monde différentes d'être prises en compte et d'orienter la recherche et la conception des politiques.

Axer les efforts sur des nominations transparentes et démocratiques et tenter de parvenir à une représentation plus égalitaire aux postes de direction, en tenant compte du genre, de l'origine géographique, de la race et de l'appartenance ethnique ainsi que d'autres marqueurs sociaux, sont des questions à aborder d'urgence pour démocratiser l'agenda public mondial, apporter une plus grande légitimité, crédibilité et confiance sociale à ces postes, et renforcer la capacité des institutions au sein et au-delà de l'ONU. Comme nous l'expliquons, il ne s'agit pas seulement d'une question de démocratie et d'une question symbolique, mais aussi d'une question de justice et d'amélioration technique. Pour une organisation comme l'ONU dont les objectifs sont la consolidation de la paix, la protection des droits de l'homme, la promotion du développement durable et l'engagement dans la coopération internationale, et sachant que nous sommes confrontés à une urgence climatique qui concerne l'ensemble de la planète – bien que de manière inégale – ces défis ne peuvent pas être éludés et nécessitent d'être relevés en dépassant le stade de la rhétorique.

Il est important de souligner que les enjeux impératifs qui étaient à l'ordre du jour depuis des années restent cruciaux. Certes, toutes les solutions ne viendront pas des organisations internationales ou des gouvernements, mais ils sont une part constitutive de notre monde. Pendant combien de temps encore échoueront-ils à nous représenter « nous, les peuples » ? ■

1. Je tiens à remercier Júlia Hara Medeiros et Nayifa Nihad pour avoir mené cette recherche, que j'ai eu l'honneur d'examiner, et Blue Smoke – en particulier Plataforma CIPÓ – pour m'avoir fourni les informations qui ont abouti à ce texte.

Toute correspondance est à adresser à Vitória Gonzalez <vitoria@plataformacipo.org>
Twitter: [@vit_gonzalez](https://twitter.com/vit_gonzalez)

